

L'Espagne bouge

Vingt ans après la guerre

par Albert CAMUS

VINGT ANS après la guerre d'Espagne, des hommes ont voulu se réunir pour dire leur fidélité à la République vaincue. Le temps ni l'oubli, qui sont les grands auxiliaires des réactionnaires de droite ou de gauche, n'ont rien pu contre cette image intacte, en nous, de l'Espagne libre et enchaînée. La deuxième guerre mondiale, l'occupation, la résistance, la guerre froide, le drame algérien et le malheur français d'aujourd'hui n'ont rien enlevé à cette sourde souffrance que traînent les hommes de ma génération, à travers leur histoire haletante et monotone, depuis le meurtre de la République espagnole.

Mais justement, notre histoire a commencé avec cette guerre perdue; l'Espagne a été notre vraie patrie. Nous avons appris d'elle, alors que l'histoire ne choisissait pas entre les causes justes et injustes et qu'elle se confiait à la force quand elle ne s'abandonnait pas au hasard. C'est faute d'avoir assez réfléchi à cela, ou faute peut-être d'en avoir vraiment souffert, que des hommes de gauche ont pu chercher leurs valeurs dans l'histoire elle-même. Le culte de l'histoire ne veut être rien d'autre que le culte du fait accompli. Comme tel, il ne cessera jamais d'être déshonorant. Si ce qui dure a raison, alors Franco, depuis vingt ans, figure le droit et Hitler a failli avoir raison pour mille ans. Après cela, on peut accueillir la Phalange à l'O.N.U. et désister des droits de l'homme dans la capitale de la censure.

On ne trouvera ici, au contraire, que des hommes qui n'ont jamais cessé de donner tort à Franco, qui ont refusé de donner raison à Hitler, fut-ce pendant un an, et qui ont déboulonné Staline bien avant que ses complices aient songé à prendre une clé anglaise. Ceux-là ne se prosterneront pas devant l'histoire, n'y verront jamais que le lieu où l'on entre les armes à la main, le temps où la liberté doit à la fois se défendre et s'édifier, le destin qui doit être transformé toujours et jamais subi. Ceux qui, de 1936 à 1939, ont compris cela, n'en finiront pas de rendre à l'Espagne ce qu'ils lui doivent.

Refuser le fait accompli et aborder en même temps, de front, la réalité historique, une telle leçon ne va pas sans conséquences. Elle nous empêche de nous reposer sur nos fidélités et d'accepter les confortos de la mélancolie. Elle nous interdit de fuir ni d'adorer l'histoire. En même temps qu'à rejeter inlassablement le compromis et l'agenouillement, elle nous invite à lutter sans trêve pour l'ordre que l'esprit et le cœur sont seuls à concevoir en face de l'histoire. Il faut donc dire, malgré tous les ricanements, qu'il s'agit d'une leçon d'honneur. Et que pour avoir oublié ou méprisé cet honneur, la révolution du XX^e siècle s'est condamnée à l'objection.

Aujourd'hui où, vingt ans après l'effondrement, l'Espagne bouge, la fidélité doit sans doute être réaffirmée. Mais en même temps, la lutte doit continuer, sans laquelle toute fidélité n'est qu'un rêve malheureux. Ces ouvriers de Navarre et de Biscaye, ces étudiants de Madrid, nous ne pouvons leur rester fidèles sans leur être solidaires et secourables. Devant leurs protestations, les étudiants de Paris et nos syndicats sont restés silencieux et ils ont manqué ainsi à leurs devoirs les plus impérieux. Sans doute ils sont démoralisés et là encore l'Espagne illustre de façon privilégiée leur désarroi. Quand Washington et Moscou ne s'accordent que pour recevoir Franco dans le concert des nations dites libres, ceux qui prennent leurs ordres ou placent leur espoir dans ces capitales, ne peuvent être que désorientés. Mais ceux qui ne reçoivent d'ordre que de l'esprit de liberté n'ont aucune raison de l'être. Le maintien de Franco au pouvoir marque, depuis des années, l'impardonnable échec de la politique occidentale et, depuis quelque temps, l'égarement cynique de la politique orientale. Dans l'histoire de notre temps, rien n'aura été plus clair que cette trahison, plus éclatant que cette injustice. Que cette clarté du moins nous aide à réveiller les dormeurs, à réunir nos rares intellectuels libres et nos syndicalistes indépendants, pour manifester aux étudiants et aux ouvriers d'Espagne qu'ils ne sont pas seuls.

Il semblait que rien jusqu'ici n'ait pu coaguler l'espoir des opprimés d'Espagne. La pauvreté des doctrines que nous avions à leur proposer, la trahison des partis, la politique dégradée des nations, les enfonçaient chaque jour un peu plus dans la solitude et la nuit. Mais la mort d'Ortega y Gasset a rappelé aux étudiants que ce grand philosophe a placé la liberté, ses droits et ses devoirs au centre de sa pensée. Dans le même temps, l'économie franquiste réduisait les ouvriers du Nord à une misère telle qu'ils ne pouvaient plus trouver de dignité que dans la révolte. Le jour où l'intelligence, selon sa vocation, se voue aux luttes de la liberté, pendant que le travail refuse d'être plus longtemps avili, ce jour-là l'honneur et la révolte commencent de mettre un peuple en marche. Notre fidélité, alors, ne s'adresse plus au fantôme d'une Espagne vaincue, mais à l'Espagne de l'avenir dont il dépend de nous aussi qu'elle soit celle de la liberté.

(1956.)

Los ministros se han figurado que disolvían la Asamblea, pero lo que han tirado es el Ejército y lo han matado. Los jueces han creído juzgar y condenar a inocentes, pero han juzgado y condenado a muerte a la magistratura inamovible. Los sacerdotes han creído cantar un hosanna a Luis Bonaparte, pero lo que han cantado es un « de profundis » sobre el clero.

Quando Dios quiere destruir una cosa, encarga de ello a la cosa misma. Todas las malas instituciones de este mundo acaban por suicidarse.

VICTOR HUGO («Napoléon le petit»).

SOLUCIONES

Arbitraje para el desarme

DIAS atrás, disertando sobre la manera de llegar al desarme general y completo, cuya necesidad admiten, según sus solemnes declaraciones, tanto el señor Kennedy como el señor Khrushchev, jefes de dos superpotencias de las cuales depende principalmente el destino del mundo por ser las más peligrosamente armadas, escribí lo siguiente: « El sistema de las Comisiones paritarias está fracasado. Cada coloso lleva a ellas varios acólitos que le corean sumisamente. ¿Por qué no un arbitraje a cargo de neutrales? Cada litigante tendría derecho a nombrar dos árbitros de esa calidad y los cuatro nombrarían otro, también neutral, que les presidiera. Los acuerdos, para ser válidos, habrían de adoptarse por unanimidad, comprometiéndose previamente los litigantes a acatarlos sin reserva. »

La insignificancia no exime del deber

PERMITAME el lector que vuelva sobre ese tema, aunque me moteje de machacón. No encuentro materia más noble en que emplear mi pluma, y tal obstinación me lleva a discurrir soluciones que podrán ser disparatadas, pero que deben perdonarse en gracia al buen propósito que las guía.

Cuando el problema surgió al equilibrar su poderío atómico los Estados Unidos y Rusia, porque ésta destruyó el privilegio de que aquéllos se ufanan al respecto, sugerí que se cabría llamarse solución unilateral. Cualquiera de los dos gigantes le diría al otro: « Soy tan poderoso como tú, conforme acabo de demostrarlo mediante explosiones de ensayo, pero son éstas en tal grado nocivas para la humanidad que desisto de proseguirlas y declaro que desde ahora renuncio al empleo de armas tan infernales. » Creo que tal sugerencia la hice en un artículo titulado « Quien declare la guerra, la perderá ». Y la perdería a causa de que el mundo superviviente, lejos de perdonar al provocador, le impondría como castigo su repulsa unánime que llevaría consigo

Joyas imperiales

EN una gran joyería de París se exhibe un magnífico aderezo de esmeraldas compuesto por un anillo, por un broche y por un collar formado — además de por brillantes — por siete de esas piedras, admirables por su tamaño y por su limpieza. Pertenece a Eugenia de Montijo, emperatriz de los franceses, que la recibió en regalo de su esposo Napoleón III. La emperatriz lo legó a su ahijada la reina Victoria Eugenia de España, la cual, en Berna, lo ha vendido en pública subasta por un millón de francos suizos.

Nada decimos de esta señora, pero sí manifestamos nuestra extrañeza por el hecho de que los monárquicos españoles y más precisamente su aristocracia, hayan dejado pasar esa ocasión que se presentaba a su galantería o a su españolismo para retener tan singulares joyas.

Y pensamos que, ya que no lo han hecho los grandes de España, bien pudieran haberlas adquirido los engrandecidos del Caudillo para ofrecerlas a su primera dama. Habría sido oportunísimo tratándose de cosa imperial. Se hubiera dado un sentuoso paso hacia el Imperio. Y « por el Imperio, hacia Dios ».

Por Indalecio PRIETO

la destrucción del sistema político y del régimen social donde se hubiera concebido tamaña barbarie, fuesen cuales fuesen los motivos o pretextos con que pretendiera justificarla o encubirla.

Hoy no me atrevo a expresarme en iguales términos, pues, pese al corto tiempo transcurrido desde dicho artículo, las circunstancias han variado mucho. Los medios de agresión de que disponen las naciones líderes han « mejorado » de tal suerte que ninguna triunfará sobre la otra, sino que ambas se destruirían, no habiendo lugar a la con-

(Pasa a la segunda pág.)

Contra una imputación

El hombre Manuel Falla

HAY españoles de la rama intelectual, que aceptaron el régimen del Caudillo con gusto o sin él, por equivocación algunas veces y hasta por instinto de conservación en otras. No pocos de ellos, sin haber desempeñado funciones gubernativas, pero habiendo obtenido distinciones y provechos, han creado intereses y compromisos sobre una adhesión que más se afanan en justificar cuanto más sienten o presentan su interior insatisfacción de adheridos.

Tales actitudes no son nuevas en la historia y, por simplemente humanas, deben ser miradas sin crueldad y sin rigor. Sin embargo, lo más molesto y menos disculpable en algunas de esas conductas es el mal disimulado afán de cubrir las propias flaquezas negando y oscureciendo la mayor altura a que otros intelectuales se elevaron con su oposición y con su sacrificio. Así, hay quienes pretenden arrojar una sombra sobre los últimos años de Antonio Machado, que no fueron sino una firme continuación de su siempre digna existencia.

Cosa parecida se ha visto en la recordación de Manuel de Falla con motivo del estreno parcial y arreglado de su « Atlántida ». Durante la guerra, Falla, en el territorio español dominado por Franco y por sus aliados extranjeros, sufrió en su fina sensibilidad punzadas terribles que, además, llegaban a su intimidad con la muerte dada por los sublevados a su joven y tan querido amigo Federico García Lorca. Y el gran músico cuya inspiración arrancaba no ya sólo del folklore español, sino de las profundidades mismas del alma española, no pudo resistir la monstruosa adulteración de la España que lo rodeaba y, terminada la guerra, se marchó lejos a donde en el aislamiento, con su memoria y con su impregnación de españolismo, pudiera autocrear un ambiente español que le faltaba en el territorio patrio. Y él, que tanto amaba y sentía a España, no vislumbraba el momento de volver, aunque si el de que allí se condujera su cuerpo muerto. No cabe una expresión más alta de repulsa por la nueva situación de España.

Pero he aquí que el poeta don José María Pemán, a cuenta de la recordación y a título de paisano y amigo, ha publicado en « La Vanguardia Española », de Barcelona, un artículo en el que, tomando empaque de persona mayor, nos presenta a Manuel de Falla como un gran artista, eso sí, pero, aparte de esto, como un menor de edad extraviado por su infantilismo en la apreciación de las realidades del mundo y de los problemas de los hombres. Y el señor Pemán, fecundo escenicador de asuntos sagrados, considera al misticismo de Falla como un « cristianismo pacifista ». El pacifista y no el « otro » cristianismo, el bueno; el del señor Pemán y del episcopado español. Y, según el poeta, ese cristianismo pacifista de Falla, « influyó mucho en su alma sensibilísima a las necesarias rudezas de una guerra civil ». El señor Pemán, en su superior entendimiento, comprendía, pues, la necesidad de esas rudezas y, además — ello se sobreentiende —, la necesidad que de esa guerra tenía España.

Menos mal que el señor Pemán no niega que Falla no creía en esta cruel necesidad. Al contrario, lo afirma en este interesantísimo párrafo, que no tiene desperdicio:

« Cuando se circuló a los nombres más egregios españoles una « encuesta », puramente convencional, para apoyar la decisión nacional de no retroceder, preguntando si creían posible un compromiso entre los dos bandos, el maestro contestó infantilmente que era « lo deseable ». Naturalmente, todo el aparato estatal acudió a cubrir y tapar, como a un niño que hubiera dicho una inconveniencia, al gran músico que había contestado con lenguaje de ángeles a un interrogatorio y problema de hombres. »

Y por haber contestado con lenguaje de ángeles, la « cruzada » pudo haberlo asesinado, como a Federico, si el señor Pemán, con todo el aparato estatal, no hubiese acudido para encubrirlo como a un niño que — en escandalosa excepción — había respondido como cristiano pacifista a una encuesta que el poeta, con estupendo cinismo, calificó de « puramente convencional ».

Sin embargo, el poeta Pemán se aplica a privar de su significación al exilio del gran maestro, y dice que « a no ser por su disposición póstuma de ser enterrado en España, se hubiera apuntado artificiosamente... » en enterrado « colección de discrepantes ». Como si esa disposición sobre su vuelta como cadáver no afirmara su propósito de no volver en vida a una patria depatriada en la que su presencia, forzosamente enmudecida, pudiera tener siquiera una apariencia de conformidad.

No; Manuel de Falla nunca fue del régimen del Caudillo. Si otra cosa sostiene Pemán, pruébelo con testimonios fehacientes. A pesar de como él lo ve desde su bien sentada altura de poeta oficial y de cristiano no pacifista, Manuel de Falla, además de un excelso artista, fue un hombre. Como Antonio Machado. Y su condición de hombre debe ser recordada con el mismo respeto que en aquella condición de artista, pues las dos formaban en él — como en aquel otro — una misma persona.

(Viene de la primera pág.)

dena moral que yo dibujaba, y la conciencia del mundo se va embotando tan aceleradamente que su insensibilidad parece incapacidad para dictar fallos como el que propuse.

Nadie me hizo caso entonces y espero que hoy ocurra lo mismo con la cuestión de procedimiento que planteo, la cual juzgo muy sencilla, pero que el recelo puede complicar hasta el punto de imposibilitarla. Además, ¿quién va a oírme? Nunca lamenté tanto mi insignificancia. Quisiera que mis lectores se contaran no a miles sino a millones, que mi palabra se extendiera por todo el planeta, que llegara a gobernantes y gobernados, que la prestasen atención Khrushchev y Kennedy... Pero, ¡pobre de mí, ni puedo llegar tan lejos ni subir tan alto, extensión y altura a que no aspiro por afanes de grandeza, que si alguna vez tuve —y creo no haberlos tenido nunca—, yacen hoy definitivamente sepultados, sino por ardientes deseos de contribuir a la apertura de caminos de paz, ansia que pongo por encima de mis viejos y acendrados ideales, seguro de que éstos los hundirá la guerra si la guerra estalla. Sé muy bien que me muevo dentro de un círculo reducidísimo, pero, aunque lo que clame en su estrecho recinto quede sin eco, seguiré clamándolo. La insignificancia no exime del deber, y el deber que estoy cumpliendo brota imperiosamente de mi alma.

Nota marginal

AL margen del asunto que aquí abordo, he de confesar mi arrepentimiento por los epítetos durísimos que apliqué recientemente a Stalin llamándole cerdo amante de la suciedad, chacal sanguinario y raposo ladrón. Mi arrepentimiento no proviene de creer injustos esos improperios, que anticipadamente he de fundamentar, sino por salir a luz simultáneamente con la execración que de su antiguo ídolo decretaron los comunistas rusos en su último Congreso, llevada hasta el extremo de adoptar el acuerdo siguiente:

1) Que el mausoleo de la Plaza Roja, situado cerca del muro del Kremlin y erigido para perpetuar la memoria de Vladimir Ilyitch Lenin, inmortal fundador del partido comunista y del Estado soviético, dirigente y maestro de la clase obrera del mundo entero, será en adelante denominado Mausoleo de Vladimir Ilyitch Lenin. — 2) Que la conservación en este mausoleo del sarcófago conteniendo el féretro de Stalin se considera indeseable a causa de las graves violaciones de Stalin en las directivas de Lenin, de sus abusos de poder, de las persecuciones masivas contra honrados ciu-

P.S.O.E.

TOULOUSE

La Agrupación socialista celebrará asamblea general ordinaria el domingo 14 de enero, a las diez de la mañana, en primera convocatoria (o a las diez y media, en segunda), en su local social, con el siguiente orden del día:

- 1.º. Lectura del acta de la sesión anterior. — 2.º. Lectura de circulares. — 3.º. Evacuación de la consulta del Comité departamental relativa al Congreso de la Federación. — 4.º. Movimiento de afiliados. — 5.º. Estado de cuentas de la Sección. — 6.º. Gestión del Comité de la entidad y de sus delegaciones. — 7.º. Renovación parcial estatutaria de dicho Comité, que afecta a los cargos de vicepresidente, secretario y vocales segundo y cuarto. — 8.º. Renovación estatutaria de los diversos órganos de la entidad: a) Mesa de discusión; b) Comisión de conflictos; c) Revisora de cuentas. — 9.º. Propuestas. — 10.º. Ruegos y preguntas. — El Comité.

MONPELLIER

Se convoca a todos los afiliados de esta Sección a asamblea general que se celebrará el domingo, 14 de enero de 1962, a las diez en punto de la mañana, en el domicilio de la SFIO. Se tratará un interesante orden del día en el que se incluyen los puntos siguientes: El periódico, movimiento de afiliados, tesorería, asuntos generales y renovación reglamentaria del Comité.

Arbitraje para el desarme

dadanos soviéticos y de otras medidas resultantes del culto a la personalidad, haciéndose imposible la continuación del ataúd y su cuerpo en el mausoleo de Vladimir Ilyitch Lenin.»

Sin demorar fecha, el cadáver de Stalin fue sacado de allí, derribadas sus estatuas en toda Rusia, descolgados sus retratos en los salones donde servían de ornato, arrancadas las placas que daban su nombre a ciudades, plazas y avenidas... Sería justo todo esto, pero es inadmisibles que lo propusieran cómplices de Stalin y lo aprobaran sus adoradores de la vispera, resultando absurdo el mimetismo con que los restantes partidos comunistas, exceptuados el minúsculo de Albania y el gigantesco de China, han seguido el ejemplo dado en Moscú, lo cual revela su repugnante servidumbre.

Yo, naturalmente, deploraría que, por la simultaneidad anotada, se me pusiera en fila con los arrancadores de placas stalinianas.

Propaganda perniciosa

CONSIGNADA esa nota marginal, vuelvo a mi tema. La primera tregua entre los señores Kennedy y Khrushchev, más sus respectivos seguidores, debe ser una que haga cesar la enconada propaganda con que envenenan a las gentes antes de ser envenenadas por el rocío radiactivo. Así se verán ambos bandos a cubierto de sus propias contradicciones que suelen aumentar la confusión y el desaliento.

Hará cosa de un año se publicó en Moscú, por Ediciones en Idiomas Extranjeros, un libro rotulado «Los peligros de las explosiones nucleares» que se difundió gratuita y profusamente en todo el mundo, difusión a cargo del Gobierno moscovita. El libro lo escribió el radiólogo Kuzin, dirigido por Tóptchiev, de la Academia de Ciencias de la URSS. «Muchos ignoran —dice el autor— que los efectos nocivos de una explosión nuclear verificada hoy se harán sentir mañana o dentro de un año o decenas de años más tarde. Muchos ignoran que el hecho de sobrevivir a una explosión atómica no garantiza que nuestros hijos nazcan sin taras y vivan mucho tiempo, ignoran, en fin, cuántas vidas cuesta cada una de estas explosiones aunque de momento no mate a nadie. Los hombres deben saberlo para protestar más vigorosamente contra los experimentos nucleares, para unir sus esfuerzos en la lucha por la completa prohibición de las armas atómicas, haciendo así reinar en la Tierra una paz duradera... El invisible polvo radiactivo que se forma en el momento de la explosión cae lentamente sobre la superficie terrestre y su caída prosigue durante unos diez años.»

Pocos meses después de haber expandido estas terribles advertencias, Khrushchev anunció que procedería a nuevos ensayos en la atmósfera y tras el anuncio puso mano en la siniestra obra de hacer estallar en la zona ártica del territorio ruso una treintena de bombas nucleares, casi todas de carga muy superior a las anteriormente experimentadas. Tengo dicho que he ido rechazando todas las conjeturas sobre esa bestial decisión, impropia de un hombre del talento de Khrushchev. Inclusive llegué a suponer que eran bombas totalmente «limpias» las que se hacían estallar en el Ártico y que el Premier soviético iba a asombrarnos con una declaración del tenor siguiente: «Rusia

ha conseguido eliminar la lluvia radiactiva que producen las explosiones nucleares y consiguiéramos las bombas de ese género que lancemos sólo tendrán efectos mortíferos y destructores en los blancos señalados, sin extender su nocividad, ni en el momento del estallido ni posteriormente, a otras zonas hacia las cuales pudiera el viento llevar residuos venenosos susceptibles de producir muertes u ocasionar degeneraciones.» Busqué con ahínco en su discurso ante el Congreso del partido algo que alentara mi suposición, pero, lejos de hallarlo, topé con estas palabras reveladoras de cinica y odiosa despreocupación:

«Todavía hay gentes que expresan sus inquietudes acerca de las consecuencias de las explosiones a que estamos procediendo. He recibido cartas y telegramas, entre cuyos firmantes figuran algunos con sinceridad que no puede ponerse en duda, exponiendo temores de que los estallidos nucleares contaminen la atmósfera. A esas gentes les digo: «Queridos amigos, señoras y caballeros, ¿creen ustedes que los países socialistas no prefieren que sobre nuestro planeta el cielo esté claro y limpio? Pero no podemos renunciar a esos experimentos mientras los imperialistas norteamericanos, británicos, franceses y alemanes occidentales verifican preparativos para destruir no solamente las realizaciones socialistas sino también las poblaciones de nuestros países. Esos imperialistas no amenazan únicamente con contaminar la atmósfera sino también con arrebatar la vida a millones de personas. Su propaganda obtiene ventaja de los sentimientos humanitarios de dichas gentes para intentar impedirnos mejores medios necesarios a nuestra defensa y facilitar a los imperialistas una nueva guerra contra nosotros.»

Por su parte, Kennedy respondió al anuncio de Khrushchev con otro análogo: «Los Estados Unidos efectuarán también explosiones atmosféricas, además de las subterráneas.» En el discurso del vicepresidente, Lyndon B. Johnson, indudablemente pronunciado con a venia presidencial, y en declaraciones de otros altos funcionarios yanquis, se sobreentiende que Norteamérica cuenta con fabulosas cantidades de proyectiles nucleares. Si esto es cierto, constituirá demostración palmaria de que las factorías norteamericanas se han entregado con febril actividad, durante el periodo de tregua táctica en los ensayos, a la producción de monstruosas armas. En fin, ninguno de los dos rivales ha perdido el tiempo, preparándose ambos para la guerra más espantosa que cabe imaginar.

Técnica del arbitraje

EL arbitraje es tan antiguo en el Derecho internacional como la civilización; lo aplicaron los griegos, les imitaron los romanos y, a través de siglos posteriores, son infinitas las ocasiones en que se ha apelado a él, sirviendo bastantes veces para evitar luchas armadas. No debe confundirse el arbitraje con la mediación, porque el mediador no tiene carácter de juez sino de amigo, cuyos consejos pueden ser aceptados o rechazados. El arbitraje de que hablo constituiría un fallo inapelable. Sería preferible que actuasen de árbitros los jefes de Estado de las naciones neutrales designadas por las partes en litigio, sin delegar en funcionarios subal-

ternos, aunque utilizando cada uno aquellos asesoramientos que juzgue convenientes. Veo el problema tan simple que no hallo dificultades en que esos jefes de Estado prescindan de asesores o reduzcan al mínimo su número, pues se trata de un problema de corazón en el que la juridicidad estorba.

Encerrados los árbitros, con sus ayudantes, en mansión adecuada, que se aislaría rigidamente para evitar indiscreciones perturbadoras, les bastarían pocas jornadas para dar sentencia, y la brevedad del plazo eliminaría el inconveniente de una prolongada suspensión de funciones en las respectivas capitales.

Un simple cotejo de las propuestas que sobre el desarme general y completo formularon ante la ONU los señores Khrushchev y Kennedy permite distinguir claramente los puntos litigiosos, mas si se aspira a mayor claridad, podría invitarse a ambas partes a que por sí mismas revisaran dichos textos a fin de simplificarlos y, si es posible, reducir las diferencias —ninguna sustancial— que en ellos asomen, facilitando enormemente la tarea de los árbitros.

No ha lugar a que el designado para el quinto puesto actúe como «superárbitro» sino, a lo sumo, como de director de debates. Ya queda explicado que los acuerdos han de adoptarse por unanimidad y consiguientemente no ha de zanjarse ningún empate y nadie habrá de dirimirlo con su voto.

La batalla ha de librarse a partir de ahora no entre Kennedy y Khrushchev sino contra los dos a la vez o, mejor dicho, a favor de ambos para sacarles de sus cercos de hierro, donde les han metido las mutuas desconfianzas.

La nota del 21 de noviembre con que el Kremlin ha aceptado la propuesta de suspender los experimentos atómicos es más expresiva que cualquier otra cursada por él a contar desde cuando dispuso de poderío atómico. Su lectura me ha desconcertado, pues semejante actitud no guarda congruencia con los bombardeos verificados en el Ártico desde comienzo de septiembre. ¿Acaso éstos le han permitido experimentar algo que aún no había experimentado? ¿Es que, no obstante el comentario desdenoso que Khrushchev puso a los clamores universales de protesta, concluyeron por impresionarle? Sea como sea, la nota parece buen síntoma y el cumplimiento de cuanto en ella se ofrece simplificaría muchísimo el arbitraje.

Retratos de árbitros

HA pasado por Méjico el primer ministro de la India, Jawaharlal Nehru. De sus discursos aquí reputo como más notable el que pronunció en la Facultad de Medicina, donde, entre otras cosas profundas, dijo: «En pleno siglo XX vivimos con mentalidad del siglo XIX. La mente colectiva tiene que avanzar y si no los conflictos continuarán. Ese avance no podemos alcanzarlo en el clima de guerra fría y de odio... Quiero recordar una idea del maestro Ghandi: «Los medios son tan importantes, y tal vez más, que los fines.» Si tenemos métodos malos y los usamos para un fin bueno, este fin padece. Hoy se presenta al mundo el objetivo de la paz, pero se toman malos caminos para lograrla. ¿Qué quiere conseguirse con la guerra fría? No acierto a adivinarlo. Aquellos países que deseen la paz, deberán tomar caminos conducentes a ella. Es ilógico buscar la paz por los medios actuales. El mundo ha avanzado ma-

terialmente en los campos de la ciencia y la tecnología y el hombre se encuentra en el umbral de la Era del Espacio Sin embargo, la mente humana está atrasada, pues el hombre vive con una interpretación estrecha de sí mismo y de su mundo... Los pueblos tienen buenas intenciones, pero no saben qué hacer. La generación joven, que no lleva cargas del pasado, podrá realizar el avance que requiere la humanidad. Debemos fomentar la cooperación con todos los pueblos y con todos los hombres.»

«¿Quién se sentiría capaz, ni del lado de Rusia ni del lado de Norteamérica, para vetar como árbitro en el arbitraje que antes esbocé a hombre de tamaño elevación espiritual como Pandit Nehru, depurado en el sacrificio y que guía a su pueblo con prudencia y tacto insuperables?»

Jawaharlal Nehru y el licenciado Adolfo López Mateos suscribieron antes de despedirse una nota expresando sus puntos de vista coincidentes sobre arduos problemas actuales. «Ambos estuvieron de acuerdo —dice el documento conjunto— en que, no obstante la difícil y compleja naturaleza de esos problemas, ninguno de ellos es de tal índole que no pueda ser resuelto con paciencia y espíritu de comprensión... La alternativa entre la guerra y la paz implica una elección entre la destrucción total de la Humanidad, y de la civilización creada por ella, y su supervivencia en condiciones que darían a todos los hombres oportunidades ilimitadas de llevar una vida más plena y más feliz. El Presidente y el primer ministro estuvieron de acuerdo en que la mayor amenaza a la paz mundial es la que plantean el desarrollo y el almacenamiento de armamentos, especialmente de armas nucleares, y reiteran que están resueltos a dedicar sus mayores esfuerzos al logro de un acuerdo para el desarme general y completo.»

Este documento del 17 de noviembre dibuja el retrato de otro arbitro intachable: Adolfo López Mateos. Si se optare por el arbitraje y para nombrar árbitros se apelara al sistema de compensaciones geográficas que rige en la ONU al designar los miembros electivos del Consejo de Seguridad, sería natural que aquellos representarían a las cinco partes del mundo. En tal caso, Asia estaría representada por el Nehru y América por el licenciado López Mateos. ¿Quiénes con mejores títulos que ellos?

Indalecio PRIETO

Letras de luto

Tras dura y penosa enfermedad que le tuvo en cama un año, el 4 de noviembre pasado falleció en Valencia, donde residía, el compañero Juan Bautista Sestero Martorell. Hombre afable y de recia conciencia, pasó los 74 años de vida que contaba al morir, en lucha constante por la defensa de la clase a que pertenecía. Desempeñó cargos de responsabilidad en el Sindicato de la Construcción y fué vocal de los Jurados Mixtos.

Terminada la guerra, comenzó para él un terrible calvario. La represión franquista le asesinó a dos hijos y condenó a prisión a otro. Estos fueron motivos para que aumentara más su fe en nuestras organizaciones y prestara servicios de gran interés para la clandestinidad y para los compañeros amenazados. El fascismo destruyó la paz y las alegrías de su hogar, pero no pudo mellar el entusiasmo con que siempre sirvió al PSOE y a la UGT, que con él han perdido un elemento de gran valía.

Al testimoniar nuestro pesar a su hijo, nuestro compañero Vicente, queremos resaltarle que para los que seguimos viviendo el exilio en toda su trágica grandeza, para los que España sigue siendo un doloroso recuerdo, estas desgracias son incentivos para sentir una unión más fraterna. Aquel desgarrador adiós de hace más de veinte años, que se ha hecho definitivo para este compañero, aviva nuestra emoción, da razón a nuestras ideas y luchas y nos afirma en el deber sagrado de honrar a los que desaparecieron con nuestro recuerdo clavado en el corazón.

Que la tierra le sea leve al batallador compañero y que su hijo encuentre alivio para su dolor en la esperanza de ver a España libre y vindicada por nosotros mismos. — F. C. (Jeracla).

Homenaje a Pablo Iglesias en Gardanne

En la Casa del Pueblo de Gardanne se ha celebrado el 17 de diciembre un grandioso acto de recuerdo y homenaje a nuestro inolvidable Pablo Iglesias. Asistieron centenares de compañeros que llenaron completamente el local.

Presidió el compañero Jacques Picon, Secretario General del C. D. de Force Ouvrière y tomaron parte los compañeros Roger Lerda, secretario de la Federación local F. O.; Victor Savine, alcalde de Gardanne; Marcel

Babau, secretario confederal y miembro del Consejo Económico, y Pascual Tomás, secretario de la UGT.

Lamentamos infinitamente no poder publicar —por exceso de original— la gran información que de tan importante acto nos ha sido enviada.

Al final del acto se recaudaron 35.053 francos para la suscripción abierta en favor de los compañeros de España por las CC. EE. del PSOE y de la UGT.



Continúan las manifestaciones de solidaridad y simpatía con motivo de la suspensión de publicaciones en el exilio

DE FRANCIA

«... en pago a los servicios prestados... — «Para lograr la benevolencia del Caudillo, no parecía suficiente el haber enviado a residencia vigilada a republicanos españoles y el prohibirles las reuniones de sus organizaciones en las regiones territoriales limítrofes de los Pirineos y del Mediterráneo. No parecía suficiente como pago del servicio prestado desterrando a los facciosos ultras refugiados en España, detener en Francia a republicanos españoles. No. Había que hacer más, ir más lejos todavía en ese renunciar a las tradiciones de la República francesa.

«Una reciente decisión ha impuesto silenciar a los periódicos de expresión sindical o política de los republicanos españoles refugiados en Francia.

«Este nuevo ataque a la libertad de expresión constituye un nuevo atentado a la tradición acogedora del pueblo francés, contra ese derecho de asilo que era uno de nuestros orgullos nacionales y humanos, contra los derechos imprescriptibles del hombre.

«¡Y decir que nunca se ha hablado tanto de grandeza nacional!»

(De «L'Ecole Liberatrice», órgano del poderoso Sindicato Nacional de los Maestros franceses.)

DE LA FEDERACION DE EDUCACION NACIONAL

En noviembre último ha celebrado su Congreso reglamentario la Federación de Educación Nacional francesa (280.000 afiliados). En él ha adoptado, por aclamación, una resolución concebida en los siguientes términos:

«El Congreso de la F.E.N., se alza contra las vejaciones a que el Gobierno francés se ha entregado respecto a las organizaciones españolas en el exilio, vejaciones que son en realidad concesiones hechas a Franco.

Se alza igualmente contra las extorsiones producidas por el Gobierno francés al derecho de asilo en ocasión de las persecuciones de que han sido víctimas en octubre 1961 sindicalistas y demócratas españoles refugiados en Francia desde el término de la guerra civil.

Denuncia el carácter falaz de la pretendida «razón de Estado» invocada para justificar tales persecuciones, que asocian de hecho el Gobierno francés a la innoble represión ejercida en España por el régimen fascista de Franco.

Saluda a las víctimas de las medidas policíacas tomadas por el Gobierno y les afirma su entera solidaridad en su lucha por la reconquista de las libertades sindicales y políticas en España.»

DE LA CENTRAL SINDICAL FORCE OUVRIERE

Esta gran Confederación francesa de Sindicatos ha tenido Congreso nacional en París los días 22 al 25 de noviembre último. Entre la diversidad de asuntos despachados, no ha faltado una resolución relativa a España y a las recientes medidas del Gobierno francés para con los refugiados españoles en este país.

En ese acuerdo, el Congreso de Force Ouvrière ha reafirmado su entera solidaridad hacia el pueblo español y hacia los sindicalistas españoles en el exilio. Ha denunciado el comportamiento del Gobierno francés que ha prohibido los periódicos en lengua española impresos por los sindicalistas españoles exiliados en Francia y ha condenado el lamentable chantage con el régimen de Franco que ha conducido a la detención, en Francia, de sindicalistas y demócratas españoles.

SAINT ETIENNE

El Círculo por la Libertad de la Cultura ha elevado, en nom-

bre de la libertad de prensa, una vigorosa protesta contra el reciente decreto de interdicción gubernamental que ha alcanzado a varios periódicos de lengua española de refugiados de esta nacionalidad residentes en Francia.

Se han hecho eco de esta protesta los diarios de Saint Etienne «Le Progrès» y «Sogep».

PARIS

La Unión de Escritores por la Verdad se alza con la mayor energía contra la disposición del ministro del Interior del 2 de noviembre prohibiendo que sigan publicándose cuatro semanarios de exiliados españoles en Francia.

«Esta decisión —dice la declaración— representa un ataque grave a las leyes de la hospitalidad y a la libertad de prensa; la citada entidad pone en guardia a la opinión contra las razones que han dictado una medida tan contraria a las tradiciones de este país y ante las intenciones inquietantes que deja prever.

DE COLOMBIA

Bogotá, 14 de novbre. 1961. — Entre las tradiciones liberales francesas, tan ilustres y persisistentes, se encuentra la hospitalidad para los emigrados políticos de todos los países, que por su lealtad a las ideas democráticas viven desterrados de su patria. Difícilmente se puede hacer la historia de la democracia desde 1830 hasta hoy, sin que aparezcan los nombres de emigrados políticos que encontraron hospitalidad en Francia.

Este recuerdo da notable extrañeza, por tantas razones dignas de lamentarse, a recientes medidas del Gobierno francés contra los exiliados políticos españoles, cuya mayoría vive en Francia desde 1939, y en Francia luchó con inolvidable energía contra los invasores alemanes, prestando, como es sabido, la más eficaz y valerosa cooperación al general De Gaulle, cuando encabezaba en Londres el movimiento de liberación de Francia. Españoles fueron, por cierto, los primeros que entraron en París en los tanques de la columna francesa libertadora.

El azar de la política internacional ha hecho que en contrapartida de las medidas reclamadas por el Gobierno de París contra los refugiados argelinos que combaten la política del general De Gaulle, el Gobierno de este último se haya plegado con lamentable olvido de la tradición liberal de su país, a las exigencias del general Franco contra los exiliados españoles en Francia, incorporados ya cordialmente a la vida de esa generosa nación, pero que no podían renunciar ni han renunciado a sus ideas de libertad para su patria. Y es así como han tenido lugar algunas detenciones y destierros, y últimamente, en los primeros días de este mes, el Gobierno francés ha prohibido la publicación de los periódicos en lengua española que se editan en Francia desde 1945, consagrados a la defensa de las ideas democráticas.

No parece que tal medida haya de durar mucho tiempo, ni podrán entender nunca los demócratas de nuestro continente estas actitudes tan contrarias, no sólo a la tradición francesa sino a lo que significa históricamente el general De Gaulle, que prefirió el exilio a la sumisión, y combatió desterrado con tanta tenacidad por la libertad de su patria. Claro está que los primeros en reclamar contra esta medida han sido los demócratas franceses, y se han escuchado protestas en Estados Unidos y en otros países de nuestro hemisferio. Por nuestra parte, no abandonamos la esperanza de que los periódicos democráticos españoles vuelvan a expresar en territorio francés su fervor por la libertad en España, que es lo

menos que puede permitirse a quienes con ejemplar lealtad están ofreciendo, con la causa de la libertad en España, austero ejemplo de dignidad humana.

DE NORTEAMERICA

EN NUEVA YORK: UN «PIQUETE» ANTE LA DELEGACION FRANCESA EN LA O.N.U.

«Como habíamos anunciado, el sábado 18 de noviembre desfilaron ante la Delegación de Francia en las Naciones Unidas, para protestar.

La manifestación reunió a un nutrido grupo de entusiastas compañeros de S.H.C., de las Juventudes Socialist Party y de Libertarian League. El «piquete» fué muy comentado y tuvo amplia repercusión. Por ejemplo, el «New York Times», en su edición dominical, dice:

Delegación Francesa Piqueteada

«Un grupo protesta por la detención de refugiados españoles, ante la Misión de la O.N.U. — Miembros de una organización española antifranquista realizaron ayer un «piquete» ante la Misión francesa de las Naciones Unidas, para protestar contra la detención de refugiados políticos españoles por la policía francesa.

«Sociedades Hispanas Confederadas de los Estados Unidos, organización que data de 1936, para combatir al generalísimo Franco de España, declaró que la protesta se refería también a la supresión de cuatro periódicos obreros españoles por parte de las autoridades francesas.

Una vez más Sociedades Hispanas Confederadas deja constancia de su inquebrantable solidaridad con los demás sectores democráticos españoles y su decidido propósito de combatir, sin treguas ni achiques, el asqueroso contubernio de las democracias con la dictadura franquista.» (De «España Libre», Nueva York.)

REVISTA «IBERICA», NUEVA YORK

Esta publicación ha dedicado un editorial al asunto de la prohibición en Francia de cuatro semanarios de refugiados españoles.

De este artículo son los pasajes siguientes:

«Esos periódicos están dirigidos a los afiliados de los grupos que cada uno representa. Durante esos diecisiete años la finalidad de esa prensa ha sido la misma: mantener la cohesión de esos grupos en el exilio y tenerlos informados sobre las noticias de España, alternando estas informaciones con artículos de índole cultural. Esta cohesión ha mantenido vivo el sentimiento de la patria, ha sostenido ideales, al mismo tiempo que ha fomentado una leal cooperación con el pueblo francés. La política francesa jamás fué discutida y por esa conducta seguida por la prensa de los exiliados, nunca, ni una sola vez en el transcurso de esos años, ha recibido la menor advertencia de las autoridades francesas.»

«No existe razón alguna de política interior para la adopción de esa medida draconiana; las razones, que hemos calificado de turbias, son éstas: complacer al general Franco en sus demandas contra los refugiados españoles formuladas desde hace tiempo. Los optimistas, ante la inestable situación francesa, decían: "El general De Gaulle no hará nunca nada contra los refugiados españoles que han mantenido una conducta intachable, que tienen ganada su residencia desde hace tantos años y que, además, han sido pieza central en el «maquis» francés durante la Resistencia.»

«Pero no, esos eran otros tiempos, aquellos en que el propio general De Gaulle se trasladaba al sur de Francia para condecorar a resistentes españoles, algunos de los cuales forman parte hoy de la Redacción de esos periódicos suprimidos.»

IBERICA América

Una plaza de Buenos Aires llevará el nombre de García Lorca

CON ocasión de cumplirse veinticinco años del fin trágico de Federico García Lorca, el Concejo Deliberante (Ayuntamiento) de Buenos Aires, a propuesta de los miembros del sector socialista democrático, ha acordado dar el nombre del egregio poeta a una plaza de la ciudad, disponiendo a la vez la colocación de una placa alusiva que será descubierta en acto público. Todos los sectores intervinieron en el homenaje y el acuerdo fué tomado por unanimidad.

En nombre de los concejales proponentes habló el compañero Nicolás Cuello, quien tuvo palabras de emocionado recuerdo para nuestro martirizado compatriota, diciendo entre otras cosas lo siguiente:

«La figura del poeta español es bien conocida. Sus obras, traducidas a muchos idiomas, dejaron honda huella en la literatura contemporánea y es hoy para el mundo de las letras y de la poesía una orientación y un guía por la inspiración y grandeza de su numen. Muy joven, apenas salido de su hogar para estudiar en Madrid, ya se perfilaba haciendo poesía. Nacido en 1899, había publicado antes de los treinta años su «Romancero gitano», notable por su estilo refinado y a la vez popular, por sus imágenes sorprendentes y su técnica impecable. De su estancia en Estados Unidos, llamado por la Universidad de Columbia, quedó su «Poeta en Nueva York»; de su viaje a Galicia, seis poemas escritos en gallego que supieron expresar toda la esencia poética de esa región española. El teatro le debe obras sorprendentes por su vigor y lirismo, como «Bodas de sangre», «Yerma», «La casa de Bernarda Alba» y esa deliciosa comedia «La zapatera prodigiosa».

«Federico García Lorca se encuentra especialmente ligado a nosotros por haber vivido en la Argentina durante los años 1933 y 34, acrecentándose su influen-

cia en nuestra poesía a través de su vinculación personal con nuestros hombres de letras. Tuvimos entonces la suerte de conversar con un hombre que atraía por la fluidez de las palabras y por su don de hidalgo que prestigiaba a su patria querida, que ya en aquellos años se hallaba amenazada por las fuerzas desatadas del totalitarismo.

«Permítanme ahora los señores concejales un breve recuerdo. Se exhibía en Buenos Aires por primera vez la película «Bodas de sangre» y acudimos todos los demócratas para responder a un desafío de quienes ya estaban rendidos al totalitarismo europeo, y así pudimos presenciar el grado de pasión y dolor que impregnaba la vida del pueblo español. Posteriormente asistimos a la representación por una gran artista española de «Yerma». ¡Qué admirable espectáculo! Trasuntaba la magnífica idiosincrasia del pueblo español, que ha sabido demostrar con harta evidencia bravura y gallardía en la defensa de sus ideales de justicia.»

Ha sido éste un homenaje más en la serie de los que el Concejo Deliberante de nuestra capital tributa a hombres ilustres de la España republicana para hacerlos figurar en la nomenclatura de sus calles: Antonio Machado, General Miaja, Julián Besteiro, Castelar, y también Rafael de Riego, como antes lo hizo con Jovellanes, Alejandro Aguado, Pérez Galdós, Blasco Ibáñez, Castelar, Unamuno, Cajal y tantos otros.

Haciéndome intérprete del sentir de los republicanos españoles aquí residentes, hago llegar nuestro reconocimiento a los distintos sectores del Municipio bonaerense por sus repetidas muestras de adhesión a nuestra causa.

Juan de NAVARRA

Buenos Aires, 10-XI-61.

Crónica de Asturias

Un alcalde ejemplar

¿Qué misión es la de un alcalde? Esta pregunta se la hacen hoy día todos los mieresenses, viendo el ejemplo que da el que rige los destinos del Ayuntamiento de Mieres (Asturias). Pues este señor, que, además de alcalde es el que lleva el registro de la propiedad del citado Concejo, podemos decir que no es un modelo de regidor. Los asuntos y problemas que tiene el pueblo le importan un comino. Todos sus desvelos se encaminan sólo y exclusivamente a resolver asuntos personales. Sólo se preocupa de tener satisfecho su estómago; lo demás a él le tiene sin cuidado.

Hay varios pueblos que se hallan sin agua la mayor parte del año, teniendo sus vecinos que andar en algunos casos hasta media hora de camino para poder obtener tan preciado líquido, como les sucede a varios pueblos de Turón, sin que el resto del Concejo se libre más o menos de esa calamidad.

En la misma capital del Concejo hay varios lugares que la mayor parte del verano tienen el agua racionada. Muras y Riorturbo, ni una fuente pública tienen. Los caminos para ir a los pueblos están totalmente abandonados. Se han transformado en vía crucis para los que tienen que transitar por ellos. Si hablamos de las carreteras del Ayuntamiento, entonces caemos en el escándalo. Los días de lluvia los vehículos las ponen hechas una pena a causa de los baches y hay más baches que

carretera. Si se viaja en coche, moto o bicicleta, los vehículos parecen caballos al trote, y los viajeros, sonajero de niño llorón.

Hay una infinidad de problemas municipales, pero sería prolijo enumerarlos todos. El alcalde —importado que es de Valencia— se cuida de asistir a los banquetes y pasear en los dos coches que tiene para su servicio y ruina del presupuesto. Que el río arrastre una escombrera y el escombro entierre una casa —como en la Huería de San Andrés— o que se hunda el firmamento sobre los mieresenses; todo eso y mucho más no es suficiente para impedir al señor alcalde de acudir a los frecuentes almuerzos oficiales y particulares de Vetusta.

¿Que el pueblo no está conforme? Paciencia, pagar y callar. Para los que se impacienten y no callen tiene el señor alcalde su policía municipal, mandada por el ex cabo de la Guardia Civil, el cerdo Blanco, que no entiende otra ley que la del látigo, como muy bien lo pueden demostrar los que por sus malos tratos han quedado sin algunos de sus familiares. Este flamante jefe de la policía municipal de Mieres, tiene en su haber algunos muertos y muchos torturados.

Y el señor alcalde, además del ex cabo, tiene bien estómago, pocos escrúpulos y mucho falangismo; de ese falangismo que advino para enmendar costumbres y dar ejemplo.

Manolín del PAXU

FRANQUISTES

antes su destino

CISL Violation par le Gouvernement Espagnol

CISC de certaines dispositions de la Déclaration

Universelle des Droits de l'Homme

Reproducimos en su propio texto la denuncia que la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres y la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos han dirigido conjuntamente al Secretario general de la Organización de las Naciones Unidas, sobre las incíviles e inhumanas violaciones de los Derechos del Hombre, que repetidamente comete el Estado del Caudillo.

INTRODUCTION

La Confédération Internationale des Syndicats Libres et la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens attirent l'attention du Secrétaire général des Nations Unies sur certains faits que les Confédérations considèrent comme étant une violation par le gouvernement espagnol de certaines dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et notamment de l'article 5 qui stipule que « nul ne sera soumis à la torture », ni « à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », et de l'article 10 dont le contenu est le suivant : « Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. »

La documentation sur les faits qui sont exposés ci-dessous est basée sur des informations fournies par Maître Marc De Kock lequel s'était rendu à Madrid en mission d'information, ainsi que sur des renseignements en provenance de l'intérieur de l'Espagne.

Les faits

En date du 18 juillet 1961, dans le cadre d'une protestation contre des concentrations et manifestations prévues pour commémorer le 25^e anniversaire de l'avènement du Général Franco comme Chef de l'Etat espagnol, une tentative de sabotage fut commise sur la ligne de chemin de fer reliant Bilbao à Saint-Sébastien, et deux drapaux aux couleurs espagnoles furent brûlés à Saint-Sébastien.

A la suite de ces deux faits, 31 Basques furent arrêtés et, après l'information policière accompagnée de graves sévices, ils furent transférés à Madrid parce que leur cas est considéré en Espagne comme étant du domaine de la Juridiction du Tribunal militaire.

Les procédures infâmes des policiers

Les arrestations se sont faites par violation de domicile, sans mandat judiciaire, et elles ont été maintenues au mépris du « Fuero de los Españoles » que la propagande franquiste présente comme l'équivalent des garanties constitutionnelles qui, dans d'autres pays, garantissent les libertés individuelles et les droits de la personne humaine.

Les personnes arrêtées furent conduites au Commissariat de Police où, successivement, elles furent maltraitées par des « équipes » de sept ou huit policiers. Comme ceux-ci n'obtenaient pas les « aveux » qu'ils souhaitaient, les tortures se firent de plus en plus inhumaines.

Certains des détenus subirent ainsi une demi-douzaine d'« interrogatoires » dont chacun dura plusieurs heures et était parfois interrompu pendant quelques minutes pour que l'« accusé » reprenne connaissance. L'un de ces accusés passa ainsi quatre-vingt-dix heures de ce régime et afin de briser sa résistance, on lui refusa toute nourriture et boisson, espérant qu'il céderait devant la soif que lui procuraient les tortures. Tous les prévenus furent privés de sommeil pendant 3 jours et 3 nuits.

A chaque « interrogatoire » participaient des « spécialistes » mandés de Madrid à cet effet. Leur « technique » consistait à combiner les violences physiques et les outrages moraux, et à faire croire aux inculpés, dès le début de l'interrogatoire, que leur vie était à la merci du bon vouloir de la police.

La méthode généralement employée était la suivante : le détenu était interrogé à la lumière aveuglante d'une lampe, tandis qu'un policier l'insultait, qu'un autre le frappait à l'oreille avec la paume de la main, et un troisième dans le cou. Questions et coups se succédaient sans arrêt. Ensuite, on obligeait le prévenu à se déshabiller et à s'agenouiller sur des planches recouvertes d'objets coupants ou pointus, et on déposait sur ses épaules des poids considérables (bien souvent, un des policiers montait sur les épaules du torturé !) tandis que les coups continuaient à tomber sur lui, principalement aux articulations et autres endroits sensibles. Il devait parfois rester dans cette position durant des heures. Au terme d'un de ces interrogatoires, un des accusés, M. Madariaga Aguirre, avocat, avait trois côtes cassées.

Parallèlement à ces tortures physiques, la police eut recours à des insultes personnelles et à des injures à l'adresse de toute personne ou de toute idée qu'elle supposait être chère à ou respectée par le détenu : la famille, la patrie, la race, la religion, le clergé basque, la démocratie, le fédéralisme européen, etc.

Au bout de quelques jours, et afin de mettre un terme à leurs souffrances, plusieurs détenus ont accepté de signer des déclarations fausses, fabriquées de toutes pièces par la police. Finalement, les détenus ont été transférés à Madrid, où ils sont arrivés après un voyage de vingt-deux heures. Certains d'entre eux n'avaient pas encore pu récupérer après les terribles traitements qu'ils avaient subis.

La défense des prévenus

Depuis leur arrestation, les détenus avaient été privés de toute communication extérieure. Ils ne pouvaient recevoir que la visite de leurs parents ou épouse deux fois par semaine, durant quinze minutes. Les avocats choisis par la famille, autorisés par le Conseil de l'Ordre des Avocats, avaient demandé à pouvoir voir leurs clients. Cette demande avait été rejetée.

Conformément à la procédure

devant le Tribunal militaire, les prévenus n'ont pas eu le droit de se faire assister par un « avocat civil ». Ils ont dû choisir un « avocat militaire », sur une liste qui leur fut présentée. Sur cette base, les prévenus avaient choisi de confier leur défense au Commandant de l'Armée de l'Air, Francisco Espinosa Arroqui.

Sept des accusés ont comparu devant le Tribunal militaire en date du 28 octobre 1961, lequel tribunal a rendu les sentences suivantes :

R. Albizu, 20 années de prison. — M. Laspiur, 15 années. — I. Larramendi, 10 années. — E. Urrestarazu, 7 années. — F. Arrieta, 7 années. — I. Balerdi, 7 années. — E. Ferran, 5 années.

On croit savoir que les autres accusés paraîtront devant un Tribunal civil.

Conclusions

L'Espagne franquiste est membre de l'Organisation des Nations Unies et, en tant que tel, elle se doit de respecter les dispositions prévues dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les Nations Unies, en tant que représentante de la Communauté des Nations ne peut rester indifférente devant les agissements d'un régime où les droits les plus élémentaires de l'être humain sont foulés aux pieds.

Les méthodes employées par les forces de la police — tortures, peines et traitements cruels, inhumains et dégradants — et celles employées par les autorités judiciaires lors des procès, sont contraires aux dispositions de

la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et particulièrement à ses articles 5 et 10, et réclamant l'intervention des Nations Unies.

Dans ces conditions, nous émettons l'espoir que le présent document sera transmis à la Com-

mission des Droits de l'Homme et que cette Commission prendra toutes mesures utiles afin de sauvegarder dans leur ensemble les droits des masses espagnoles systématiquement violés par le gouvernement du Général Franco.

La huelga de Beasain y los milagros del sindicalismo español

Si tuvieran fundamento los pretendidos éxitos del sindicalismo español, como parece que reconocen algunos ingleses mal informados y algunos franceses bien pagados, que tan pronto nos anuncian la restauración de la monarquía como elogian el casi vitalicio mando sindical del señor Solís y las virtudes originales de los sindicatos españoles, los obreros de Beasain (Guipúzcoa), que fueron a la huelga el 29 de noviembre, no tenían razón ni habían menester de huelgas reivindicativas.

Sin embargo, cuando el salario semanal va de 300 a 350 pesetas (de 24,90 a 29,05 NF.) y el costo de la vida no difiere mucho del que hay en Francia, lo que es realmente original e inaudito es que los obreros se lancen a una huelga pacífica. Parece inaudito, pero ¿qué otra conducta les queda cuando los líderes sindicales, cual sucede con el caso de Beasain, son repudiados y abucheados por los huelguistas, por ineptos y serviles lacayos del régimen y cuando el Gobierno envía como solucionadores del conflicto a 600 hombres de la policía y de la guardia civil, bien armados y disciplinados, frente a 3.000 trabajadores inermes, aterrizados y agobiados por la miseria?

Lógico era que los obreros no se conformaran con una huelga pacífica y con desfiles protestatorios por las calles de Beasain, sino que, hartos de miseria y de tiranía, se entregaran a la

violencia y a la desesperación. No lo han hecho porque el terror policiaco lo impediría; pero el régimen franquista y los inservibles Sindicatos no han dejado de sembrar suficiente discordia y descontento para que se llegue a la violencia.

Se pretende consolar a los obreros con la práctica de los convenios colectivos. La medicina puede ser buena para ciertas industrias, aunque todavía no hemos visto los milagros sindicales por vía de los convenios colectivos. Pero convenio colectivo tienen los mineros y no están satisfechos. Lo tienen muchos obreros agrícolas y están que trinan de indignación. La solución no puede obtenerse por ese camino porque los trabajadores no tienen voz en el capítulo ni tienen sindicatos libres por donde hacer valer sus derechos. Los convenios colectivos son un método excelente allí donde los sindicatos gozan de personalidad jurídica para negociarlos y tras de ellos existe una organización que interpreta las aspiraciones de los obreros y se esfuerzan en servirlos; allí donde los sindicatos son libres y no una máquina al servicio del Estado y de las empresas, que esto es lo que sucede en España.

Por eso, los obreros de Beasain no han obtenido satisfacción, y como no saben cuándo y cómo serán amparadas sus más legítimas aspiraciones, siguen descontentos y siguen simbolizando el malestar general del proletariado español.

CARTAS DE UN CARTERO

Los trabajadores del Estado reducidos a régimen de mendicidad en la España franquista

EL Secretariado Profesional de Comunicaciones (Correos, Telégrafos y Teléfonos) de la UGT en el exilio, a través de las hojas que edita la Oficina de Información, Documentación y Estudios de la UGT y del PSOE, las cuales circulan aquí de mano en mano, aunque no con la frecuencia y amplitud que desearíamos todos los antifranquistas que trabajamos al servicio del Estado, nos facilita informaciones que nos permiten conocer mejor, por comparación con la situación de nuestros colegas del resto del mundo organizados en Sindicatos democráticos, la triste suerte que nos impone el régimen franquista en todos los dominios: en el profesional, descalificándonos cada día más acusadamente: en el económico y social, reducidos a verdaderos parias, incluso con relación a los demás trabajadores españoles; en lo cívico y moral, privándonos de todos los derechos. Pues ya sólo nuestros vecinos y hermanos en desdicha del mundo no comunista, los portugueses y los habitantes de sus colonias — éstos ya en franca lucha por su independencia y libertad — tienen igualmente prohibidos los Sindicatos de trabajadores de la función pública.

Pero hoy queremos hacer mención de un aspecto de la denigrante situación a que ha re-

ducido a los agentes del Estado la dictadura reaccionaria, policiaca y militarista que padece el pueblo español. Es una lacra que si es harto conocida y acerbamente criticada dentro de España, incluso por la propia prensa del régimen, por lo bochornosa que para todos resulta, no parece que sea del dominio público entre nuestros compañeros exiliados, ni menos aún en los medios sindicales internacionales con los que ellos están en fraternal relación. Nos referimos a las tasas que el Estado franquista autoriza a recaudar a diversos organismos oficiales por servicios a los particulares, y cuyos ingresos se destinan a paliar los sueldos de los funcionarios afectos a dichos servicios, unánimemente reconocidos por todos como miserables.

Innecesario nos parece, por evidente, hacer resaltar las injusticias, las arbitrariedades, los abusos y el favoritismo que tal práctica lleva aparejada, máxime en un régimen en que no hay la menor posibilidad de libre y público control de la acción administrativa y gubernamental.

Pero lo más sonrojante para los trabajadores del Estado afectados por tan inculcable sistema, es la situación moral en que se les coloca ante los usuarios y el público en general, pues les hacen aparecer como mendicantes y funcionarios fraudulentos, con lo que se les hiere en lo más íntimo de su dignidad personal y profesional y se les expone a todas las vejaciones e indignidades.

Para recuperar nuestra dignidad de trabajadores, hemos de extirpar de raíz todas las situaciones indecorosas a que nos tiene sometidos la tiranía fran-

quista. Para esto un solo medio; el sumarnos a la acción de las organizaciones sindicales democráticas clandestinas allí donde ya existen; contribuir a organizarlas allí donde aún no se han logrado. Es misión y deber de todos y cada uno de nosotros, veteranos y jóvenes generaciones. Esta es la mejor garantía de nuestro mañana. Tengamos presente que, por larga que vaya resultando, la dictadura terminará. Inspirémosnos en los « pioneros » del sindicalismo ugetista y aprendamos a conocer la verdadera historia de los Sindicatos y Federaciones de la UGT, que el francofalangismo se ha empeñado en falsificar y desacreditar.

Adaptados a las necesidades del mañana, los Sindicatos ugetistas constituirán la base de la liberación política, económica y social de la España futura. Hermanados con los demás trabajadores de nuestro país, ¡todos a una! por la reconquista de nuestras libertades cívicas, de nuestros derechos sociales, por nuestra dignidad de hombres y de ciudadanos, no cabe otra postura que la lucha sindical con esta divisa: ¡Contra la dictadura, por la libertad, por la dignidad y el legítimo bienestar que nos corresponde!

EL CARTERO



ZARANDAJAS

FRUTO DE GUSANOS

EL rey Simeón de Bulgaria es un rey sin reino que mantiene valerosamente su real título no en pasado, sino en presente, y que reside en Madrid esperando, según parece, la heroica ocasión en que el Caudillo acometa la empresa de reconquistarle su trono.

Entretanto, el tal rey se ha dignado dorar y beneficiar la opulenta millonaria del señor Gómez Acebo, para lo cual va a tomarlo por sugro mediante el procedimiento de casarse con su hija.

Las financieras simpatías de que goza el señor Gómez Acebo han determinado que los sederos españoles regalen a su hija para el traje nupcial una pieza de seda que los periódicos describen con justa satisfacción métrico-decimal.

Tiene veinticinco metros de largo por uno y medio de ancho en doble cara; pesa siete kilos y medio y ha sido tejida por artesanos especializados en diez días de trabajo, en turnos dobles de a ocho horas. Pero lo más interesante del caso es que esa pieza «representa el fruto de unos setenta mil gusanos de seda».

Setenta mil gusanos... Pues, Señor, ¡qué gusaneras hay en la España del Caudillo!

DEFIENDEN LA «NO VIOLENCIA»

LOS servicios del Caudillo están cumpliendo con palabras, con muchísimas palabras, sus deberes de aliado de Portugal, en el asunto de la pérdida de Goa. No son estas líneas para entrar en el fondo del asunto, sino para señalar la superabundancia de esas palabras y la calidad de ellas. ¡Qué cosas tan tremendas le están diciendo a Nehru! Y todo a cuenta de que ha infringido el principio de la «no violencia», dentro del cual deben arreglarse las cuestiones.

¡Y eso lo dicen los del «glorioso alzamiento»!

DIJO LA SARTEN AL CAZO...

CON José Félix de Lequerica, representante del Caudillo en la Organización de las Naciones Unidas, ha pronunciado en la Asamblea de éstas un discurso del cual no se ha enterado el mundo, pero que los periódicos españoles consideran como trascendental. Ha sido para oponerse a la admisión en aquel organismo de la China continental o comunista. En nombre ¿de qué? Ahí está lo bueno: Lequerica acusa a China de no cumplir los principios de la Carta de las Naciones Unidas, la de las libertades, la de los Derechos Humanos. Y esa acusación la ha hecho ¡en nombre del franquismo!

Dijo la sartén al cazo... La verdad es que para adoptar tales actitudes hace falta... valor. Esa clase de valor que se adquiere al lado del Caudillo.

ACTIVA el mundo

Hombres y cosas

El demonio fué antes ángel

LA opinión mundial ha seguido con marcado interés el desarrollo del XXII Congreso del PCUS. Había gran expectación por saber lo que estaba aconteciendo tras el sombrío recinto del Kremlin. Aparte el extenso programa presentado por Kruschev, en el que se promete al pueblo ruso la fase superior del socialismo para el año ochenta, la atención se concentraba en la lucha interior del partido. El programa era ya bastante conocido. Unos meses antes «L'Humanité», en Francia, y «L'Unità», en Italia, habían publicado «in extenso» lo que Kruschev anunciaría desde la tribuna.

Con ser esto importante, para el hombre de la calle no era todo. Pues venía siendo del dominio de las gentes la tirantez entre chinos y rusos, la descalificación de Albania y la reiterada condenación del «titismo». Por último la difícil situación de las grandes figuras del stalinismo, tales como Malenkov, Kaganovich, Molotov, Chepilov, Bulganin, Vorochilof, etc. Tendencia o facción «anti-partido», como los ha catalogado Kruschev y para quienes pedía una condena firme, decisiva, pública. El Congreso acaba de pronunciarse. Los «anti-partido» han sido condenados. Kruschev, pues, ha triunfado en toda la línea. Esta fué la gran decisión del Congreso.

Pero hay más. A título póstumo, Stalin ha sido considerado «urbi et orbi» como indeseable. Es una condena moral. Una segunda muerte, a nuestro juicio, más terrible que la otra. Claro es que no se puede llevar al banquillo de los acusados a los discípulos dejando indemne al maestro. Lo tuvo bien en cuenta Kruschev. Como corolario, el dictador fué desalojado del mausoleo de la Plaza Roja. Como un vulgar ciudadano se le arrinconó en un muro lejano, al lado de los restos de algunos moscovitas. ¡Quién sabe si tal vez sus propias víctimas expiatorias!

Así, pues, dentro del monumento funerario nacional solamente queda Lenin, «el padrecito», «el Fundador», como gusta de llamarlo Nikita Kruschev. «Mejor solo que mal acompañado», reza uno de nuestros refranes castellanos. Sin embargo, cuando se

reflexiona sobre lo ocurrido, la pluma se atasca. ¡Cuántas contradicciones en la historia! ¡Cuánto tejer y destejer! ¡Cuánta propaganda! ¿Qué pensarán ahora los militantes de la base? ¿Cómo enlazar la historia de los últimos treinta años con estos hechos trascendentes e inesperados? En verdad que el «hiatus» es descomunal y no se resuelve con un simple cambio de casaca. Ayer «stalinianos» a ultranza Hoy, partidarios decididos de Kruschev. Esto no es muy serio.

Me viene a la pluma un suceso que tuvo lugar poco después de la muerte de Stalin. En una charla de café, un amigo mío cenetista hablaba con desembarazo de la siniestra figura política del fenecido dictador. Con frases e interjecciones subidas de tono no ocultaba su satisfacción. Llevado por el ardor de la perorata, comparaba a Stalin con los tiranos más conocidos de la historia: Tiberio, Calígula, Nerón, Trujillo, Mussolini, Franco... Para él solamente Hitler le seguía de cerca en el número de las personas asesinadas. En el café, y sin que nos diéramos cuenta, estaban un grupo de españoles, que estiraban la oreja y seguían la conversación con el rabillo del ojo. A la salida me acompañaba mi amigo hasta una plaza vecina donde yo debía tomar el autobús. En una calle estrecha fuimos alcanzados por tres de los del grupo. Nos abordaron de manera agresiva. Nos insultaron con adjetivos bajitos y silbantes. «Nosotros éramos unos derrotistas», «agentes del capitalismo», «vendidos», «fascistas»... y no recuerdo cuántas florecitas más. De pronto, mi amigo, como buen vasco, «se echó p' delante». Recibió tan fuerte puntapié en los machos que se quedó viendo más estrellas que las que había en el cielo de aquella noche memorable. Luego, nuestros agresores se perdieron en la primera travesía.

Todavía soplaba el aura de los ditirambos. Stalin se mantenía enhiesto sobre el pedestal de la historia que él mismo se había fabricado. Seguía siendo «el camarada Stalin», «el padre del proletariado», «el organizador de la victoria», «el creador del paraíso soviético», «el defensor de los desheredados», «amigo de los niños», «inspirador de poetas y literatos», «el gran marxista-leninista», «el sabio», «el infalible» y tantas zarandajas más como los comunistas escribían y traducían a todas las lenguas de la tierra. ¡Ay!, pero llegó la fecha en que Kruschev se puso en jarras y tiró de la manta.

El tinglado staliniano se vino de golpe por el suelo. «El georgiano era un vulgar asesino.» El, Nikita Kruschev, si estaba allí era por puro milagro. En lo sucesivo —y que lo supieran bien las generaciones venideras—, no había que considerar a Stalin como un ángel, sino como a un demonio, y de la peor estofa. Su figura de derviche oriental (y acaso se comprenda mejor ahora el cuadro de Picasso) escondida bajo la chaqueta de fogonero, un verdadero Lucifer, pero un Lucifer avieso y lleno de maldad, como aquellos que pintaban los frailes de la Edad Media y que todavía pueden verse en los retablos de basílicas y catedrales.

¿Qué pensar de todo esto? Pienso que Stalin, sin embargo, fué un ángel para muchos dirigentes comunistas. Es el hombre que más figuras ha moldeado.

do. Verdaderas o ficticias, pero las ha hecho. Su inmenso poder hizo de un campesino analfabeto un general y héroe nacional, de un fracasado el secretario general del partido, y de un mozo de cuerda un pimpante ministro. Cuando Jesús Hernández confiesa, con imperdonable desfachatez, «que ha sido un ministro de Stalin», no nos anuncia nada nuevo. Todos sabemos que sin esta abdicación de lo genuinamente español nunca hubiera llegado a tanto. Pedía Stalin sólo una cosa: que le obedecieran ciegamente. «perinde ac cadaver». Y que cualquiera que fuera la latitud donde se encontraran sus favorecidos, que fueran rusos. Esto explica el por qué los comunistas españoles, cuando se encontraban con una cuestión de táctica embarazosa, preguntaban: ¿Qué dice la casa? Y la «casa», se comprende, era el Kremlin, los servicios del dictador, sus órdenes, que no admitían réplica. ¿Era mucho pedir? ¿Era poco? ¡Ah!, es una cuestión de conciencia. Yo tengo la mía, el tendero de enfrente la suya y Maurice Thorez. Palmiro Togliatti

y Dolores Ibarruri la que Dios les ha dado

Comprendemos mejor a este respecto la actitud de un Chou-En-Lai y la réplica de la familia que reina en Tirana. Al menos éstos permanecen agradecidos, pues deben a Stalin lo que son y lo que representan. Nikita Kruschev ha dado un gran paso. Sus declaraciones son de una importancia y de una trascendencia incalculables. Ha dado la razón a los que por espacio de varios decenios venían combatiendo la odiosa dictadura staliniana. Y algo más importante: ha corroborado el aserto de que la dictadura del proletariado, más que la dictadura de un partido, resulta ser la tiranía de un solo hombre. Y que no puede haber verdadero socialismo sin la libertad y la democracia que le son consustanciales. Por no haberlo entendido así, Rusia ha pagado cara su experiencia. Permanezcamos atentos. Por sus actos los conoceremos. Y no olvidemos que el demonio de hoy fué todavía ayer un ángel.

Avelino ROCES

La nueva Administración de los EE. UU.

¿Por qué me quieres Andrés?

Míster Luther H. Hodges, secretario de Comercio del Gobierno Kennedy, es un mistificador reiterante. Ha vuelto a repetir que la economía española se porta bien y que Tras los Montes se hacen milagros. Una economía que se porta bien es una empresa que da buenos resultados. Los de la empresa española en los tres últimos años los refleja muy requetebién la renta nacional por habitante:

Table with 3 columns: AÑO, Renta total en pesetas pta. 1953, Renta por habitante de 1953. Rows for 1958, 1959, 1960.

mara de Comercio Hispano-Norteamericana de Nueva York (2-XII-61), acerca del comercio exterior entre ambos países, facilita la prueba:

Table with 2 columns: Valor de las exportaciones Norteamericanas a España, AÑO. Rows for 1959, 1960, 1961.

(Previsión fundada en el valor de las exportaciones del primer semestre de 1961.)

Table with 2 columns: Valor de las exportaciones españolas a los EE. UU., AÑO. Rows for 1959, 1960, 1961.

(Previsión fundada en el valor de las exportaciones del primer semestre de 1961, cifradas en 52 millones de dólares.)

No obstante, eso no cuenta para míster Luther H. Hodges. Para él lo que importa es la liberalización comercial, una moneda sólida, reservas de oro y divisas y superávit presupuestario. El hecho de que todas esas reliquias de la economía capitalista no engorden a los proletarios españoles y que les obligue a emigrar en busca de trabajo y libertad, eso carece de importancia para el ministro ultramarino.

El nuevo idilio hispano-estadounidense, simbolizado por míster Hodges, no tiene, sin embargo, nada de platónico ni desinteresado. Se dice que el dinero no huele ni recuerda las manos donde procede y que Mercurio, dios del Comercio, es el dios de los ladrones y de los oradores. Los antiguos pusieron bajo la misma protección divina a comerciantes, parlanchines y descuidados. Reconozcamos que no carecían de perspicacia. El buen comerciante no es mudo ni le estorba una conciencia por excesivamente escrupulosa.

Este breve introito simbolista y mitológico nos ayuda a comprender la querencia estadounidense hacia la España franquista. Los números suministrados por míster Hodges ante la Cá-

Así tenemos que mientras la evaluación de la exportación estadounidense de los tres años suma 532 millones de dólares, la española se queda en 264 millones, lo que arroja un saldo favorable a los EE. UU. de 264 millones (88 millones por año).

No se computan los créditos de los préstamos norteamericanos al Estado y empresas españolas que no cesan de crecer. Tampoco entran en la cuenta los dividendos devengables en dólares de los capitales invertidos en España. Si estas dos partidas se compensan en parte con dólares turísticos, superan, sin duda, a los beneficios turísticos de origen norteamericano.

Luego el amor estadounidense por la España fascista no es el resultante de una afinidad de ideas políticas, ni producto de la admiración que inspira la tiranía franquista, sino las excelentes perspectivas de explotación colonial y capitalista que nuestro país ofrece indignamente a los intereses que representa míster Hodge, Mercurio protector del Comercio ultramarino.

O.I.D.E.

La España del exilio me ha mostrado frecuentemente una desproporcionada gratitud. Sus exiliados se han batido durante años, y luego han aceptado altivamente el dolor interminable del exilio. Yo no he hecho sino escribir que tenían razón; y solamente por eso he recibido desde hace años la fiel, la leal amistad española que me ha ayudado a vivir. Esa amistad, aunque sea inmerecida, es el orgullo de mi vida.

ALBERT CAMUS

EL SOCIALISMO ante su destino

Resolución del VII Congreso de la Internacional Socialista sobre las explosiones nucleares

El Congreso de la Internacional Socialista, en nombre de cerca de 70 millones de electores, protesta contra la reciente explosión hecha por la Unión Soviética de una bomba nuclear de 50 megatonas. La explosión de una bomba de 50 megatonas representa un crimen monstruoso contra la humanidad. Esta explosión aumentará considerablemente el nivel de las radiaciones y, con ello, puede poner en peligro la salud de los que están actualmente vivos y de los que todavía no han nacido. Esa explosión contradice las declaraciones pacíficas de coexistencia de los soviéticos y evidencia una acción brutal y cínica que amenaza a toda la especie humana.

El Congreso de la Internacional Socialista condena vigorosamente el que la Unión Soviética haya comenzado nuevamente las explosiones nucleares al aire libre, a pesar de sus promesas de que jamás sería ella la primera en reanudarlas. Deplora al mismo tiempo que la Unión Soviética se haya negado a aceptar el ofrecimiento que los Gobiernos de los Estados Unidos y de la Gran Bretaña le hicieron de concluir inmediatamente un tratado prohibiendo las explosiones al aire libre.

La situación actual hace más urgente aún el que se reanuden las negociaciones para llegar cuanto antes al desarme completo y general bajo control internacional.

¿El socialismo? Es la conciencia del mundo. ANATOLE FRANCE

Crónicas del Caribe

Visión de Haití, República Dominicana y Puerto Rico

SEGUIMOS navegando por este mar poblado de islas, y de islas pobladas de grandes preocupaciones sociales y políticas. Hemos tocado en Haití, República Dominicana y Puerto Rico, que aunque hijas de un mismo origen tienen marcadas diferencias raciales, culturales y políticas, como veremos en la impresión que el viajero puede apreciar al visitarlas.

REPUBLICA DE HAITI

Es una parte del territorio occidental de la isla de Santo Domingo, originalmente llamada La Hispaniola. Este territorio es el más montañoso y menos cultivado de la isla. La otra parte es la República Dominicana. Haití pasó por las peripecias que pasaron las colonias españolas de las Antillas; luchas entre españoles, ingleses y franceses, y además la lucha entre negros y blancos, negros y mulatos y negros entre sí. Se constituye primero en reino y luego en república. En el siglo y medio que lleva de existencia, como Estado, no ha tenido un período prolongado de paz y prosperidad. La población es totalmente de color. Son el noventa por ciento analfabetos. El idioma oficial es el francés. El sentido político es rudimentario y el sindicalismo rudimentario también. Las condiciones de vida de las clases populares son precarias.

La capital es Port-au-Prince. Con Universidad. En 1915 desembarcaron los «marines» (infantería de Marina norteamericana) y permanecieron diecinueve años, según ellos para ayudar a organizarse a los pobrecitos negros, en realidad para proteger y agrandar las plantaciones y Bancos gringos. Cuando los «marines» se embarcaron, el hambre, la miseria y la prostitución eran mayor que cuando desembarcaron. La densidad de población es la mayor de las islas del Caribe, y sin solución por la arrolladora procreación de la población negra. Los agentes comunistas se mueven aquí, como en toda América, pero hacen pocos progresos porque los negros no han olvidado el período de la esclavitud.

Gran parte de haitianos pasan a Dominicana a trabajar como jornaleros del campo. Hace unos años, 1937, se le creó al tirano fallecido Trujillo Molina el problema de tener, en tierra dominicana, quince mil haitianos sin lugar en qué ocuparlos y malamente alimentarlos. Resolvió el problema matándolos a todos a machete y palo en pocos días con sus noches. El tirano no perdió, dentro y fuera de su país, una sola amistad de las llamadas honestas, y el año anterior, en Ciudad Trujillo, se había pedido para semejante fiesta el Premio Nobel de la Paz.

Hoy preside la República de Haití un «Monsieur» Duvallier, que no hace mucho tiempo quiso vender unos pedazos de territorio a los yanquis. Este «monsieur» es un tirano encubierto, como hay varios todavía en este Caribe aparentemente en calma. Sólo aparentemente. Por La Habana y Nueva York van y vienen unos individuos que se exhiben como resistentes contra Duvallier, pero nosotros no sabemos si esa resistencia es verdaderamente democrática o son habilidades de los «coletas».

REPUBLICA DOMINICANA

Es de los Estados americanos el único que obligada y sustantivamente se llama República. En los atlas, en los libros de las Naciones Unidas, en el almanaque del «World», siempre se lee Dominican Republic. Esta temporada se ha escrito mucho sobre este desventurado país, y en nuestro semanario hemos leído crónicas bien documentadas del trujillismo, y aun de las épocas precedentes a la era funesta del tirano. Así, pues, no vale la pena insistir en lo que ya se ha escrito y se sabe, pero nuestra escala en Ciudad Trujillo sigue siendo de atenta observación.

y Puerto Rico

Capital y puerto de la República, a Ciudad Trujillo se le empieza a llamar nuevamente por su verdadero nombre de Santo Domingo, que es la ciudad más antigua de América y guarda recuerdos de Cristóbal Colón. Con la desaparición del trujillismo desaparecerá también el actual nombre de Ciudad Trujillo que usurpa vergonzosamente el histórico nombre por el que era llamada.

La mayoría de la familia Trujillo ha salido de la isla, pero el trujillismo hace desesperados esfuerzos por mantenerse, inclusive modificando un poco los nombres. Hay ciertas reservas para hacer un cambio quirúrgico y lograr el reemplazamiento de una dictadura sanguinaria por una democracia liberal. Se recela de la zarpa comunista y los gringos parecen no ser ajenos a esta situación. Uno piensa un poco ilosoriamente que si el traspaso de poderes se hiciera sin demasiada sangre y sin que los soviéticos agazapados dieran el zarpazo, quizá esto les serviría a los norteamericanos como experiencia para una modificación política en España. En el fondo, la República Dominicana y España guardan más de una circunstancia similar.

La tragedia de estos países es tremenda, por su falta de madurez política y social, ocasionada por las casi ininterrumpidas dictaduras cuarteleras de los generalotes y generalitos al estilo español. Cuando, por circunstancias históricas, se establecen regímenes democráticos, las instituciones están en precario por el atraso político para sostenerlas y robustecerlas.

A la hora actual hay cierto problema planteado que cuenta en la vida de la nación. La familia Trujillo es propietaria de todo el país, al que organizaron como un feudo particular. Los dominicanos opinan que es necesaria la expropiación de la riqueza trujillista, porque todo lo que tienen fué apropiado por la violencia, la fuerza y la inmoralidad. El pueblo lo pide y lo exige, y se impacienta. Los propios demócratas renovadores estiman peligroso salir de una dictadura larga y feroz sin dar satisfacciones al pueblo, aunque sean elementales.

Hay, además, que los Trujillos tienen muchos serviles seguidores interesados por las dádivas y otros factores. A Rafael Leónidas Trujillo Molina, hijo de un canario y una mulata, se le calculan más de trescientos hijos naturales. Tenía un «vivero» de muchachas cuya descendencia defiende hoy a papá. En América no es el primer caso. Semental semejante a Trujillo fué Juan Vicente Gómez (a) «Juan Bisonte», el analfabeto y bestial dictador que padeció Venezuela durante veintinueve años. Tenía hijos por todas partes del país y se estiman en una cifra parecida a la de Trujillo. Perón y Pérez Jiménez asimismo hicieron de las suyas en ese sentido, aunque con más «estilo» e hipocresía. ¡Pero vaya dos animales también!

ISLA DE PUERTO RICO

Las Cortes de Cádiz concedieron tardíamente la autonomía

a Puerto Rico, en 1897, pero el sucio asunto de la explosión del acorazado norteamericano «Maine» en el puerto de La Habana, que provocó la guerra hispano-yanqui al año siguiente, impidió a Puerto Rico el disfrute de esa autonomía.

Dos semanas después de inaugurarse las instituciones autonómicas ondeaba la bandera del cuadro azul estrellado en la fortaleza de San Juan. Bajo el dominio yanqui la isla ha pasado por vicisitudes de orden moral, particularmente. La enconada querrela para implantar el inglés como idioma oficial y la resistencia de los isleños para conservar su idioma castellano, fué algo que hace historia. Se impuso la razón, y hoy la enseñanza en todos los grados es totalmente en castellano. La Universidad de Río Piedras es una de las más famosas del continente americano, lo mismo que sus Facultades de Agricultura y Medicina tropical.

Desde 1951 Puerto Rico es un Estado libre asociado a los Estados Unidos. Hay dos partidos principales: Uno minoritario, independentista integral y católico intolerante, azuzado por los viejos emigrantes españoles que quisieran volver a los tiempos de la colonia; este partido tiene al frente un hombre de cultura universitaria, pero la demagogia empuja su labor. El otro grupo es mayoritario y gobierna desde 1948. Lo dirige Muñoz Marín, hombre culto y democrático, que lleva como bandera en su política liberal-progresista el lema «Pan, Tierra, Trabajo».

El sindicalismo portorriqueño es una prolongación del sindicalismo norteamericano. El nivel de vida de los trabajadores es el más elevado del Caribe, al igual que lo era el de los cubanos antes de la situación actual. En la agricultura se han hecho grandes transformaciones racionales, cuyos beneficios están disfrutando los campesinos. Pero es el obrero industrial el que ha recibido mayores ventajas a consecuencia de la industrialización potentísima de la isla. El portorriqueño es laborioso, de buen humor y muy cordial.

El mayor «handicap» de esta isla es su densidad de población, que es abrumadora. Gracias a su condición de Estado asociado, el portorriqueño puede emigrar libremente a los Estados Unidos, y así se da el caso de que en Nueva York residen casi medio millón de isleños. El barrio donde habitan es Harlem, donde también viven los negros, y entre ambas razas pobres e inculdas se reúne una población de más de un millón de habitantes en el ambiente más tétrico y corruptor de todo el territorio americano.

San Juan, la capital, apenas pasa de los 360.000 habitantes. Su régimen constitucional le permite elegir sus propias instituciones legislativas. Tiene poder judicial propio y sus rentas. Posee un Código de Derechos Humanos superior al de muchas Constituciones latinoamericanas. En Puerto Rico ondean conjuntamente las banderas de Estados Unidos y la de la isla. En ella no hay signos de comunismo, quizá porque la pobreza y la ignorancia es la levadura que nutre las dictaduras, y en Puerto Rico hay un nivel de vida próspero.

NEMO

En el mar, noviembre 1961.

Cuando se ha postrado a un pueblo y se ha puesto la prohibición sobre su inteligencia, hay desterrados que más allá de la frontera permanecen en el hogar de la humanidad y llevan más tarde a su patria el juicio de la conciencia universal. Bueno es que haya tales hombres, sobre todo en un pueblo cuyo genio tiende a circunscribirse a sí mismo. Al precio de la expatriación de ellos, el horizonte de una nación se engrandece y los ciegos vuelven a ver la luz.

Edgar QUINET

Artes y Letras

Un libro de Loren H. de Maldonado

"El viento como testigo"

La compañera Loren ha publicado un librito de poesías en prosa («El viento como testigo») que son hijas del tiempo que ella vivió y padeció.

Daremos una muestra de su poesía, pero, a fin de que el lector sepa algo de ella, reproducimos la nota biográfica de R.Y., publicada con el ramillete de poesías no versificadas, pero llenas de dulzura y de belleza.

«Los que conocemos las características humanas e intelectuales que concurren en Loren H. de Maldonado, su temple heroico, auténtica modestia y profunda feminidad, sabemos que el día que se decidiese a publicar algo de lo que solamente unos cuantos conocemos, tenía que ser por razones más fuertes que la lógica ambición de ser conocida.»

«A nuestra insistencia —desde su salida de España— de que debía publicar sus poemas y poesías, nos respondía siempre que el mundo ya andaba bastante revuelto sin necesidad de su contribución literaria. Ella, como nosotros, consciente de que su prosa, como su vida, es un toque de clarín llamando al combate contra la tiranía que sufre nuestra patria.»

«Debido a esto, a su incomformidad con el conformismo y a sus ataques a la hipocresía, no ha encontrado nunca apoyo material entre los que la han rodeado y que tenían medios para ayudarla a salir al palenque: por el contrario, han procurado aislarla y silenciarla. Si ahora sale públicamente a él es porque está convencida de que los tiempos están cambiando y que tiene el deber de lanzar su mensaje al mundo.»

«Su obra literaria comenzó con los poemas que enviaba a su esposo, condenado a treinta años por la injusticia franquista, y que recorrian las prisiones por donde pasó durante los siete años que duró su cautiverio. Era muy jovencita y rebosaba ternura y queja. Los presos nos disputábamos su lectura hasta el día que ella se enteró y decidió no volver a escribir sobre sus sentimientos personales, habiendo tanto dolor que remediar y tanta injusticia que combatir.»

La crisis textil

No obstante los proyectos gubernamentales que tienen como objetivo la modernización de la industria textil algodonera, pese a la tan traída y llevada reactivación, ni mejoran los costos ni aumenta la producción textil española.

El financiero Castilla Delgado, conecor de esta industria, ha declarado que la supresión de la subvención estatal a los cosecheros de algodón repercutirá en el costo de los tejidos e hilados, aumentándolo.

Añade que la contracción del negocio era evidente puesto que la producción de 1960 era inferior

a la de 1958 en un 29 por 100, a la de 1959 en un 18 por 100.

El consumo «per cápita» fué:

de 3,6 por 100 en 1958,
de 3,1 por 100 en 1959,
de 2,7 por 100 en 1960.

Independientemente de la merma en el consumo ocasionada por la competencia de los tejidos artificiales, es innegable la crisis textil algodonera, como es innegable que la baja en el consumo está determinada por la deterioración del nivel de vida de los trabajadores de la industria y por las malas cosechas de la agricultura, cuyos trabajadores y pequeños propietarios repercuten en el comercio la baja de la renta agrícola.

IMPRIMERIE SPECIALE
28 - 30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^o

«Desde entonces acá, su vida siguió esa línea: escribiendo sobre la injusticia, alertando contra la molición, el conformismo y la baja política.»

«Profesora, conferenciante, condecorada con la Medalla Marchal Fondón por la Sociedad Geográfica Brasileña y con la Medalla Emperatriz Leopoldina por el Instituto Histórico y Geográfico de São Paulo, recorrió con su esposo la parte del territorio amazónico donde viven los indios de la tribu mundurucú.»

«Deseamos que Loren vaya dando a conocer sus escritos, sobre todo el libro «Con las banderas a media asta», escrito para el público no español, con esa necesidad que la caracteriza, por encima de pasiones políticas.»

«Si hemos mezclado la vida de Loren con su obra es porque sabemos que ambas tienen las mismas características, cosa no muy común. Su lírica prosa tiene resonancias universales, homéricas, junto a la belleza y suavidad del poeta hindú. Los que leíamos en las cárceles sus primeros y aún inéditos poemas, sentíamos la luz de Rabindranat pasar entre ellos. Su propia vida, aun dentro de su valentía, está siempre impregnada de dulzura y compresión para todos.»

«Esperemos que el mundo sepa captar todo cuanto encierra lo que escribe Loren H. de Maldonado.»

He aquí una de sus poesías: «Mientras cantan las rosas. — Sí, ya sé, poetas coronados de guirnalda, que despreciáis mi prosa. Que decís que es triste, que no sigo las reglas.»

«Y todo, porque no canto a las rosas! Porque ignoro vuestros crepúsculos, vuestros escarceos con la brisa y las estrellas.»

«Sí, ya sé que no es lindo lo que digo. ¡Que hiere vuestra luz hecha de rosas recién abiertas, al atravesarlas los rayos de sol!»

«¿Cómo queréis que cante esas rosas cuando el dolor me rodea? ¡Si vieseis a mi pobre patria! ¡Si vieseis la belleza trágica de la curva que hace el cuerpo de mis hermanos al caer atravesados por el plomo! ¡Si vieseis a mis hermanas, agitando las cadenas por encima de sus cabezas, pidiéndonos ayuda!»

«¡Qué belleza tan honda la de esos iberos! Por ahora, no puedo cantar otras cosas...»

«Mas el día que veáis la belleza sin par de ese dolor, el día que nos ayudéis a transformarla en alegría... ¡ese día sí que cantaré vuestros crepúsculos y vuestros rosas!»



Comité de Redacción de LE SOCIALISTE:

Jean PAUL - BONCOUR
Suzanne LACORE
Eugène MONTEL
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur:
Roger SOUTHON

Lo que defiende "El Economista"

Política de crédito y ahorro

«El Economista» arremete con «tra un periodista (al que no pone nombre ni apellido) porque ha dicho en un artículo: «El ahorro español debe acudir a donde sea más preciso a la comunidad y no a estimular exclusivamente —o con prioridad— los sectores de mayor beneficio». El director de la revista califica esa tesis de comunista y de querer volver a «recordar con nuevos sistemas la eugenesia del rentista por Keynes». Keynes no fué un comunista ni es una tesis comunista la aplicación de la eugenesia a la política del crédito y de la inversión. En cambio, lo que defiende el director de «El Economista», la libertad económica, equivale al barullo y a la ruina, al marasmo cuando conviene la reactivación y a la reactivación cuando conviene un ritmo lento en el desarrollo.

Justamente ahora, cuando se pide una política expansiva, cuando se reclama por todos la reactivación, tenemos que Fernando Illera, en una crónica de Bilbao, afirma: «Continúa la misma situación de atonía y parálisis creada en el mercado de capitales, a cuya situación aludíamos en crónicas anteriores, sin que hasta la fecha se vea en el horizonte clara alguna...» En una nota editorial de la misma revista —«El Economista»—, al comentar la situación comercial de Madrid, se dice: «... hemos de seguir con preferencia el estudio del comercio madrileño, en el que observamos que en octubre, siguiendo la ondulación estacional, se reproducen las direcciones negativas de las tendencias que se manifestaron en igual época del pasado año. Pero la inclinación regresiva es bastante mayor, lo cual indica que seguimos en un período desagradable de no encontrado reajuste desde el punto de vista comercial, principalmente, por lo que se refiere a alimentación y vestido». Es decir, los artículos que mejor expresan el tono del nivel de vida de un pueblo.

Las dos citas reflejan, por un lado, la conducta de una falta de eugenesia del ahorro, subsiguiente a la libertad económica; de otro, las consecuencias de esa actitud en la curva del consumo, que traduce el nivel de vida y la expansión.

Sin embargo, hay inversiones en acciones y obligaciones, más que en el pasado año. Hay un incremento del crédito, también mayor que en el año anterior. Hay disponibilidades financieras en los Bancos, puesto que han crecido de modo apreciable los depósitos de dinero por los particulares en los Bancos. Hay, además, afluencia de capitales extranjeros, siquiera inversiones indígenas, aportaciones extranjeras y mayor crédito hayan crecido a un ritmo timorato, inca-

paz de alcanzar el grado de expansión que la economía española necesita.

¿Y por qué el proceso de desarrollo expansivo es corto? Suceden así las cosas porque el Estado, ante las carencias del sector privado, no utiliza el poder de que dispone para combatir la morosidad capitalista ni dirige eugenésicamente las inversiones y el crédito. Por eso vemos que las empresas turísticas aumentan sus capitales, que la sociedad belga «Wagons lits/Cook» ha construido en España dieciséis coches nuevos que dentro de poco tiempo serán puestos en servicio (fines puramente turísticos presididos por la ley del lucro). Veremos aumentar los hoteles; los sitios de atracción turística serán modernizados; las actividades secundarias seguirán en plena expansión a condición de que el dinero invertido tenga pronta, segura y pingüe rentabilidad.

Entretanto, hay provincias como Granada y Cuenca que se mueren de miseria y se despueblan. Entretanto, hay recursos nacionales inexplorados por falta de inversiones de capital; la agricultura sigue ahuyentando a los trabajadores por falta de tajo, por salarios miserables y paro estacional...

Y no es porque el Estado franquista carezca de medios para dirigir el ahorro. Ahí están las cédulas de inversión mediante las cuales el Gobierno puede utilizar el dinero inactivo, ampliar la morosidad capitalista y dirigir el ahorro y el crédito hacia aquellos sectores de la economía nacional que más convengan al país. Pero lo que conviene al país no coincide siempre con los intereses del capitalismo privado. Dado su poder aparente, el Caudillo podría imponer el interés público por encima de todo.

¿Por qué no lo hace? Porque el franquismo es un prisionero de los grupos de presión económica, porque los auténticos dueños de España son estos grupos y porque el Caudillo no es un jefe de aguerridos batallones, sino el mascarón de proa de los clanes financieros y económicos que, ellos sí, acaudillan despoticamente los poderes más decisivos del país. ¿No es una prueba de su astucia y de su poderío el que pocos generales no gocen de sitio en algún Consejo de Administración? Carentes del imperio prometido y no alcanzado, terminada la dominación sobre moros y la lucrativa administración de ranchos y cebada, ¿en dónde ocupar los generales que pueden un día sentirse insatisfechos si no se les suplen las actividades castrenses, de pluses y cebada, con la estrategia financiera de los Consejos de Administración?

JOBAGA

El turismo en 1960

En el año 1960, el turismo en Europa creció considerablemente. La producción de divisas por este concepto tiene extraordinaria importancia. Tanta, que, cual sucede en España, resuelve el déficit de la balanza de pagos.

Veamos el volumen del turismo en algunos países y en 1960:

Italia,	18,0 millones de personas
España,	6,1 » » »
Dinamar.,	5,7 » » »
Francia,	5,6 » » »
Alemania,	5,4 » » »
Suiza,	4,9 » » »
Austria,	4,5 » » »

El aumento del turismo en 1960, con relación a 1959, expresado en porcentaje, fué para algunos países como sigue:

España,	45,0 por 100
Bélgica,	43,3 » » »
Portugal,	34,1 » » »
Francia,	11,1 » » »
Suiza,	8,5 » » »
Austria,	8,4 » » »
Italia,	menos 0,1 por 100.

España espera, según anuncios oficiales, que 1961 registre un aumento de turistas del orden

del 30 al 35 por 100 (8 millones de turistas y 30.000 millones de pesetas). La disminución del porcentaje de aumento indica la tendencia a la saturación. Los años de aislamiento franquista se compensan con esta afluencia actual, que es lógico esperar que llegue al punto de saturación y se inicie el descenso.

Si por el momento el turismo está salvando los déficits del comercio exterior, no es razonable esperar que eso suceda siempre, ni es juicioso programar económicamente sobre los ingresos turísticos cual está sucediendo actualmente.



¡NUEVA ESPAÑA

(Viene de la octava pág.)

se dicen anticomunistas. Bonita manera de serlo. No se puede encontrar un método mejor para fecundizar el comunismo o cualquier otro extremismo. La miseria y la injusticia social son las mejores comadronas de la desesperación. El color de ésta depende de las circunstancias históricas, de la moda social. Lo que es permanente es la causa, y ésta tiene siempre el mismo color: es el color de la reacción y la injusticia social.

El paro en Cuenca

«... uno de los males crónicos de Cuenca es su paro estacional, que afecta a 245 de los 290 municipios que la provincia tiene, y repercute en 15.224 productores (trabajadores) ...» «... durante ciento veinte días, como mínimo, sin pan, por carencia absoluta de trabajo.» «... en el período intercensal 1950-1960, Cuenca cuenta con 57.673 personas menos —todos ellos productores agrícolas—, lo que supone el 17 por 100 de la totalidad de la población de Cuenca provincia.»

Todos esos datos pertenecen a un artículo de don Andrés Gallardo, publicado por «Arriba» (30-11-61).

Cuenca no es una invención de los enemigos del régimen; es una provincia española que Franco vino a salvar de la ruina de la «anarquía republicana» con su sublevación militar y su millón de muertos.

Lo que se gasta en farmacia

Según documentado artículo de R. de los Reyes-García, publicado en «Ideal», de Málaga, el español invierte en productos farmacéuticos el 1,33 por 100 del gasto general doméstico, contra:

El 0,5 por 100 en Alemania,
» 0,6 » » » Inglaterra,
» 0,5 » » » Estados Unidos.

No hay duda de que lo que los españoles gastan en medicamentos no es porque tengan más miedo a la muerte que alemanes, ingleses y norteamericanos, sino porque su salud es más deficiente o la seguridad social asiste en menor cuantía a los españoles. Sin embargo no se trata de una disyuntiva, sino de una asociación de ambas causas. Es decir, los españoles disfrutan de menos salud que los ciudadanos de los países prósperos y la asistencia social del Seguro de Enfermedad brilla por su tendencia a curar todas las enfermedades con tisanas y aspirina.

Más sobre el « Plan »

Hasta ahora nadie ponía en duda que el Plan de Estabilización se había realizado a costa de aumentarse el paro y disminuir las rentas de trabajo. Los ministerios de Agricultura e Industria, al realizar el balance económico de 1960, no tuvieron reparo en reconocer la disminución de la producción agrícola y la merma en el de la producción industrial con relación al año anterior (1959):

— La producción final agrícola disminuyó en 4.000 millones de pesetas.

— La renta industrial disminuyó en 3.302 millones de pesetas.

Sin embargo, el ministerio de Trabajo, en un informe que acaba de publicar, se esfuerza en demostrar que durante la estabilización:

— Aumentaron las rentas de trabajo,

— Aumentaron los empleos.

El balance, pues, de la operación fué favorable para los tra-

bajadores puesto que vieron acrecidos sus ingresos y obtuvieron mayores posibilidades de empleo.

Para demostrarlo utiliza los datos estadísticos de los salarios oficiales y las inscripciones en los seguros sociales.

Todo el mundo sabe en España que con los salarios oficiales nadie puede vivir. ¿Cómo resolver los problemas económicos de un hogar donde el jefe, si es un peón, gana unas 36 pesetas por ocho horas de trabajo (2,95 NF. por día)? Los trabajadores, para salir de apuros, tienen que ocupar dos o tres empleos o tienen que trabajar 10, 12 ó 14 horas por día. Por otra parte, las empresas suelen dar gratificaciones voluntarias y someten los obreros al trabajo a destajo. Tales procedimientos se acercan mucho de la esclavitud y del paternalismo de vía estrecha y esos —no registrados en las tablas de salarios— son los que sucumbieron durante la estabilización. Fueron estimados entre un 20 y 40 por 100 de los salarios

oficiales y no son computados en el informe del ministerio de Trabajo.

Pero no se limitó a eso el efecto depresivo del Plan de Estabilización. No es menester probar que hubo licenciamientos de personal, disminución de la jornada legal, cierre de factorías, quiebra de comercios e industrias. Los informes de la O.E.C.E., elaborados con datos de fuente española, registran esos fenómenos comunes a todas las recepciones.

Sin embargo, el ministerio de Trabajo viene ahora a querer probarnos lo contrario. El empeño, tan evidentemente político y tan cargado de mentira, sólo sirve para demostrar lo contrario. Dime de qué presumes y te diré de qué careces. ¿No están gritando lo contrario esos miles y miles de emigrantes que salieron de España y cuyo ritmo de salida no se atenúa, pese a los ministeriales éxitos económicos del régimen?

O.I.D.E.

Crónica de Pamplona

REINA un general desconcierto entre los alumnos de lo que empezó siendo «Estudio General de Navarra» allá por el año 1954 cuando la Diputación estampó en su presupuesto una partida de 262.500 pesetas para dicho ejercicio.

Posteriormente, con ocasión de una primera piedra, fué lanzado a los cuatro vientos la denominación «Universidad Católica» amparando con el calificativo una serie de Facultades, las cuales días antes abandonaban el más modesto nombre de escuelas pero que ya habían crecido lo suficiente como para declararlas adultas y tan mayorcitas de edad como para extender títulos profesionales a todos los que se dispusieran a «pagarlos» con amplitud y largueza.

El último cartucho fué quemado en el mes de octubre de este año, cuando un cardenal venido de Roma, después de pasar por Madrid y entrevistarse con Franco, habló de los «derechos del Centro» y de las obligaciones del Estado en cuanto a reconocimiento de títulos, etc.

Mientras tanto, a los estudiantes se les prometía una y otra vez «que no tendrían que examinarse en Zaragoza». Ya en junio sufrieron la más cruel decepción y la humillación más completa pasando por el aro como cualquier estudiante libre de cualquier academia privada.

En este curso, lo sabemos muy bien, gran número de estudiantes de Medicina no tragarán la píldora y no vendrán a Pamplona, y hacen bien. Otros han manifestado que esperan diciembre y que si en esta época no ha sido oficialmente reconocido el Estudio General, no volverán a sus aulas. Ya estamos en diciembre y el «Boletín Oficial del Estado» continúa tan mudo como siempre.

Y es que el Estado, en este caso, tiene toda la razón. El Estado español no puede enajenar la facultad de otorgar títulos profesionales a una organización que ni siquiera está reconocida canónicamente, dando lugar a un negocio privado sin competencia. Está muy bien que estudien todo lo que quieran en el Estudio ese. Mejor para todos y para ellos. Lo que hace falta es estudiar de recio en todas partes. Pero a la hora de conceder una facultad profesional y civil, es el Estado en sus Centros oficiales quien debe tener la primera, la segunda y la última palabra.

Mientras tanto, los del «Estudio» se llevan ocho millones de pesetas del presupuesto de la Diputación Foral por gracia y desgracia del memo de su vicepresidente Miguel Gortari Errea, lo cual no está mal del todo para ellos aunque sea un verdadero desastre para la economía navarra que los diputados deberían defender evitando despilfa-

ros de tamaño cuantía. ¿Qué hacen con esos millonazos y para qué los necesitan tratándose de una obra tan espiritual? Los alumnos pagan sus matrículas en Pamplona y por añadidura en Zaragoza. Todos abonan sus pensiones con largueza. Por tanto, ¿qué hacen los del «Estudio» con tal amasijo de millones y con la ocupación de todos los edificios oficiales de Navarra?

Si esto lo sabe Franco, ¿cómo no lo evita? En esto hace mal, muy mal. Han abierto de par en par la caja fuerte de Navarra y están arruinando al país en una danza macabra de millones. ¿Hasta cuándo?

El mesón del «Caballo Blanco», otro fraude monumental

Este cargo del Ayuntamiento en una danza grotesca del peor estilo. Hagamos un poquito de historia. En el ángulo noroeste de la muralla había un rincón lugar de cordeleros seculares y de niños jugueteros y alegres. Pero la imaginación utilitaria y corrompida de algunos aprovechados capitaneados por el archivero municipal (un archivero que no archiva otra cosa que buenos billetes y curdas muy graciosas), el cual responde al nombre de Vicente Galbete, han montado un negocio de antología y del mejor porvenir. Todos creíamos que estaban construyendo una antigua casa medieval con un presupuesto que se anunció frizando el medio millón de pesetas. Entre el mesón y las obras adláteras ya llevan gastados dos milloneros y... continúan las «buenas obras».

Pero el objeto público de aquella instalación —de intención histórica y con ánimo de presentar algo que fué o debió ser una casa hace mil años— se va a convertir en un negocio-restaurante para elegantes solamente.

Ya se habla del cocinero que van a traer de Burgos, un cocinero famoso para el mesón del «Caballo Blanco» que la gente ocurrente llama ahora el mesón del «Caballo de Oro». Y ahí tenemos nuevamente a Vicensillo —el voceador de otro fraude de buena marca; la usurpación del bosquecillo de Tacónera para convertirlo en negocio hotelero de gran lujo al cual habían pensado llamarlo «Troña Palace» pero que ahora, por lo que se ve, le van a denominar «Navarra Palace» — transformado en jefecillo de banda de urracas y gavilanes, con otro pingüe asuntito del cual él y sus secretos comanditarios van a sacar buen producto.

Primero el «Navarra Palace», ahora el mesón y después, pensamos nosotros, ¿qué nuevo escarnio van a inventar estos pajarracos de rapafia?

OREMUS

On a interdit EL SOCIALIS-
TA, nous vous rendons LE
SOCIALISTE. Nous voulons
simplement, en frères, vous
rendre un peu des moyens
que l'on vient honteusement
de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint
de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIA-
LISTA; nosotros os devolve-
mos LE SOCIALISTE. Quere-
mos sencillamente restituirlos,
como hermanos, algo al me-
nos de los medios que tan
vergonzosamente os acaban
de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario General Adjunto
de la S. F. I. O.

Otra mentira del régimen

La participación del personal en los Consejos de Administración de empresa

El ministerio de Trabajo ha presentado a las Cortes un proyecto de ley según el cual los trabajadores tendrán derecho a elegir representantes suyos para vocales del Consejo de Administración de las empresas donde trabajan, constituidas a base de accionariado, con órganos de administración elegidos por los accionistas y provistas de Jurado de empresa.

El personal tendrá ese derecho en las empresas que tengan más de tres consejeros, lo que puede dar pie a más de una empresa a reducir su Consejo a esa cifra.

Los obreros tendrán derecho a un consejero por cada seis o fracción mayor de tres consejeros elegidos por los accionistas.

El proyecto parece revolucionario a primera vista, pero el examen del modo de elección y las facultades de los consejeros del personal pronto descubren que se trata de una nueva farsa, hermana gemela de los Jurados, acerca de los cuales el mismo proyecto de ley que comentamos dice que se limitan sus funciones « a las de mero asesoramiento e información, salvo en contadas materias de carácter predominantemente social ».

MODO DE ELECCION

Los consejeros del personal serán elegidos por el Consejo de Administración de la empresa entre las ternas que, mediante elección por votación secreta, le proponga el Jurado de empresa. El Consejo puede vetar hasta dos veces las ternas que le proponga el Jurado. Si no hay acuerdo, la designación la hace el delegado provincial de Trabajo después de haber oído al Jurado y al Consejo de Administración.

Por consiguiente, los representantes del personal han de ser gentes del gusto del Consejo y no del Jurado.

Por añadidura, el Jurado de empresa que propone las ternas no es un organismo democrático, representativo de las opiniones y aspiraciones de los trabajadores. Así, pues, la elección por la base carece de valor representativo, y en el caso de que los propuestos significaran un peligro, una inquietud o simplemente desagradado para el Consejo de Administración, los propuestos vetados, anulados.

Con tal representación del personal en la administración de las empresas, ¿ganan algo los trabajadores y la democracia económica? Es evidente que no. Que los pretendidos representantes del personal, o son criaturas mansas al servicio de los empresarios o no contarán con el placet de los consejeros.

FACULTADES DE LOS CONSEJEROS DEL PERSONAL

Esas mansas criaturas, propuestas por el Jurado de empresa y no vetadas por los administradores empresariales, podrán informar de su gestión al Jurado de empresa; pero « En su informe no incluirán datos referentes a la marcha del negocio que tenga carácter reservado, ya sean técnicos o económicos, sin previa autorización del Consejo ». Si el informante no respetase la decisión del Consejo, éste podrá decidir su destitución. Así está previsto en el párrafo segundo del artículo 6 del proyecto de ley. El informante se inspirará al informar en el « máximo interés » de la empresa y en la « solidaridad con los trabajadores que representa, procurando al mismo tiempo beneficiar a

ACTIVA ESPAÑA

una y otros con su intervención ».

Los consejeros del personal tienen que poner una vela a Dios y otra al Diablo. Han de dar satisfacción a los trabajadores y a los miembros del Consejo de Administración. Han de ser equilibristas de primera calidad, ignorar la lucha de intereses, que nadie niega, entre capital y trabajo; pero les está vedado asumir el papel de la Divinidad: colocarse por encima del bien y del mal, por encima del patrono y del obrero, y decidir con lealtad y justicia. No coincidiendo siempre los intereses patronales y obreros, el consejero del personal ¿de qué lado se coloca? Si ha de conciliar el

Incertidumbre, inhibición y torpeza en la reactivación

A partir del Plan de Estabilización los inversores españoles se han retraído, guardando su dinero en cuentas de depósito a plazo o en cuentas de ahorro, de suerte que si en 1957 las inversiones alcanzaron al 19,2 por 100 de la renta nacional, bajaron a 17,4 por 100 en 1958, a 16,8 por 100 en 1959 y a 17 por 100 en 1960.

Al mismo tiempo los depósitos de la Banca crecieron de la manera siguiente:

1957,	63.012 millones de pesetas,
1958,	69.750 » » »
1959,	75.238 » » »
1960,	111.286 » » »

Luego las inversiones no bajaron por falta de recursos, sino por voluntaria decisión de los poseedores de fondos.

¿A qué se debe esta actitud? No por consejo de los ministros de Hacienda y Comercio —comadrones del Plan de Estabilización—, que no cesaron de incitar a los capitalistas a invertir para modernizar y reponer el capital maquinaria para propiciar la reactivación. Ahora el pretexto para justificar la inhibición es que se espera a ver la nueva ley de Presupuestos, la de Ordenación Bancaria y las modificaciones que se introduzcan en las normas para entrada de capitales extranjeros.

Ya se sabe que el presupuesto del próximo bienio es superior

« máximo interés » de la empresa y su solidaridad con los trabajadores, no le queda otro recurso que abstenerse, limitir o suicidarse. Sin embargo, como se trata de criaturas no vetadas por la administración, buenos chicos, excelentes camaleones, ni se abstendrán, ni dimitirán ni se suicidarán.

Es fácil ver la burla y la mentira. Los trabajadores seguirán tan explotados y escarnecidos con este nuevo engaño como lo están ahora después que disfrutan de los Jurados de empresa. No les queda otra actitud que la de sabotear sin miramientos el nuevo truco franquista, mixtura que intenta presentar al mundo como un nuevo y nunca visto progreso de la legislación cristiana del menos cristiano de los regímenes que se conocen en la hora presente.

José BARREIRO

horizontes no se cree en Bilbao sea factible entrar en el camino de una nueva y más intensa etapa de reactivación, tan traída y llevada en discursos y comentarios, pero por cuyo camino nadie parece tener prisa en adelantarse.»

En fin de cuentas y sea cual fuere el motivo, los inversores españoles andan remisos y, no obstante los elogiosos comentarios sobre los pretensos progresos de la economía española, dichos por ministros yanquis, alemanes

Los éxitos de la « Cruzada »

PRIMER SEMESTRE DE COMERCIO EXTERIOR

Los datos que las revistas especiales publican sobre el comercio exterior, recogidas de la información de la Dirección General de Aduanas, dan para el primer semestre de este año las siguientes cifras:

Importación: 29.889.301.000 ptas.
Exportación: 22.109.757.000 »

Déficit: 7.779.544.000 »

El balance arroja un déficit de 129,6 millones de dólares. Prueba las carencias de la economía española y lo bien fundado de algunas recomendaciones de la CECE en orden al comercio exterior. Prueba también que tan pronto como la economía intenta salir de la recesión subsiguiente al Plan de Estabilización, cae en el déficit comercial. Prueba igualmente la importancia que tienen para el franquismo los ingresos por turismo; sin ellos la bancarrota del comercio exterior sería inevitable.

Veán, pues, los turistas cómo están salvando a una dictadura con sus viajes de placer al infierno falangista.

LA PRESION FISCAL Y LA INJUSTICIA SOCIAL

La próxima asamblea general de Cámaras de Comercio, Industria y Navegación de España examinará una ponencia que trata sobre « La presión tributaria y el régimen fiscal ». En dicha ponencia se critica el régimen

	Bienio 1958-1959	Bienio 1960-1961
Impuestos directos	18.92	20.787
Idem indirectos	26.538,8	38.816

Si, en fin de cuentas, la presión fiscal se transfiere al con-

e ingleses, los inversores extranjeros tampoco se dan mucha prisa.

Las razones hay que buscarlas en la inestabilidad del régimen, en el barullo legislativo, en su inmoralidad administrativa y la perspectiva incierta, reflejo de un jefe de Estado tiránico y caprichoso, que navega tan pronto hacia la autarquía como hacia el libre intercambio internacional; que se halla, como el asno de Buridan, igualmente atraído por el liberalismo económico y por el intervencionismo estatal y que terminará falliendo sin haberse decidido por una política clara y planificada para sacar a nuestro país de la incertidumbre y de la torpeza. O.I.D.E.

fiscal español. Nada singular hay en ello, puesto que las Cámaras de esta índole y en todo el mundo critican la política fiscal de sus respectivos países. Los comerciantes refunfunian y en todos los Estados transfieren al consumidor las cargas tributarias que los Gobiernos les aplican. Aunque se sacudan las pulgas, continúan refunfunando.

Otro rasgo común a esta especie del mundo económico consiste en quejarse de los sistemas fiscales. La enmarañada legislación tributaria obliga a los contribuyentes a recurrir a especialistas de esa intrincada ciencia consistente en saber cómo y cuándo y por qué hay que pagar al Estado. Pero en España las cosas deben ser aún más complicadas que en otras partes por cuanto que en la mentada ponencia se dice que la fiscalidad « ha hecho caer al sistema fiscal español en una tan complicada legislación que en su propia tendencia alcista y en su gran proliferación comporta sus mayores defectos ».

Dejando de lado la proliferación, que es como el nunca bien explorado Amazonas, nos detengamos en la tendencia alcista por la tremenda injusticia que de ella se desprende.

« Economía Mundial » (4-XI-61) en editorial dedicado a ese tema, reproduce el monto de los impuestos directos e indirectos de los dos últimos bienios presupuestarios. Conviene reproducirlos por la tendencia social que de ellos se desprende. Veámoslo (en millones de pesetas):

Comentario El diablo las carga

NO ponemos la menor fruición en este comentario, pero peor sería no escribirlo. Parecería indiferencia frente a un asunto tan de primera actualidad como ese que no es el primer accidente de caza ocurrido a un soberano español desde que don Favila no quedó para contarlo en su encuentro con un oso pirenaico.

No es, ni mucho menos, tan grave lo acontecido al Caudillo en una partida de caza. ¿De caza mayor? Todo cuanto procede del Caudillo tiene grado de mayor, aunque la víctima sea un chamariz y más aún si, como se ha dicho, es una paloma. Por si ésta era la de la paz, se le ha disparado acaso con sobrecarga de alto explosivo.

« El diablo las carga », oíamos decir desde que éramos chicos, para prevenirnos contra las armas de fuego, aunque estuvieran descargadas. Cosa del diablo parece, en efecto, que en manos del Caudillo se haya producido uno de esos rarísimos casos en que revienta una escopeta. Y cuéntese con que esa escopeta es inglesa. ¿Inglesa? « Pues ¡que se chinche! », han dicho con censurable irreverencia los tan acreditados armeros que en Eibar producen esas magníficas escopetas que más de una vez llegaron a pasar la frontera en calidad de regalo regio. Los tales arme-

ros consideran agravada la industria nacional y hasta murmuraron que el Caudillo, en vez de seguir pidiéndole a Inglaterra que le entregue Gibraltar, se ha quedado en pedirle escopetas que, además, le resultan reventonas.

Pero, aparte de esas chinchorrerías, hay algo que levanta más alto el comentario de las buenas gentes Y es que teniendo la Providencia como primero de sus cuidados el de proteger, preservar e inspirar al Caudillo, y hasta darle veinte años de adelanto sobre los demás gobernantes del mundo, resulta comprensible que lo haya dejado caer en una clínica operatoria precisamente en toda una Nochebuena que Su Excelencia no ha podido pasar junto al belén de la primera familia de España.

Y he aquí que, con estas cosas, las gentes pierden la fe y que, entre desorientadas y atrevidas, llegan a reír descaradamente la ocurrencia de esos chuscos que, poniendo en solfa el parte facultativo y refiriéndose a la lesión del dedo índice e izquierdo del Caudillo, dicen que Su Excelencia está en peligro de perder la « falange » y que hasta pudiera ocurrir que perdiera el « movimiento ».

¡El « glorioso »!

Pericles GARCIA

sumidor, no es menos cierto que, en teoría, los directos pesan especialmente sobre los contribuyentes mejor favorecidos por la riqueza y que los indirectos, que pesan sobre todos los consumidores, afectan principalmente a los trabajadores por ser ellos la base más importante del consumo.

Los trabajadores pues, padecen la desigual e injusta política tributaria del Gobierno franquista. Esa política traduce los miramientos del régimen para con la clase adinerada y el desprecio que le inspira la clase trabajadora. Para los primeros la presión fiscal tiene un crecimiento del 13,6 por 100 y para los segundos pasa al 31,6 por 100. Y este proceso se desarrolla precisamente en el período de la estabilización, cuando han disminuido las rentas del trabajo y han crecido los dividendos.

¿Se puede hallar mejor prueba del vituperable sentimiento social y cristiano del sistema español que pretende ser el mejor, el más cristiano y el más social de todos los sistemas del mundo de hoy?

Y es este régimen el que también presume de ser el más decidido y afinado de todos los que

(Pasa a la séptima pág.)